

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2012



29 août 2012

32 Hoche - Paris



CONSTRUIRE L'AVENIR, C'EST NOTRE PLUS BELLE AVENTURE

Société anonyme au capital de 314 869 079 € - Siège social : 32, avenue Hoche, 75008 PARIS - 572 015 246 RCS Paris - I.E. FR 29 572 015 246

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2012

BOUYGUES

Société Anonyme au capital de 314 869 079 €

Siège social : 32, avenue Hoche -75008 PARIS

572 015 246 RCS PARIS – APE : 7010Z

SOMMAIRE

Conseil d'administration.....	2
Rapport semestriel d'activité.....	4
Comptes semestriels consolidés condensés.....	33
Déclaration de la personne responsable du rapport financier semestriel.....	58
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	59

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPOSITION DU CONSEIL

Président-directeur général

Martin Bouygues

Administrateur et directeur général délégué

Olivier Bouygues

Directeur général délégué et représentant permanent de SCDM, administrateur

Administrateurs

Patricia Barbizet

Directeur général – administrateur d'Artémis

Hervé Le Bouc

Président-directeur général de Colas

François Bertière

Président-directeur général de Bouygues Immobilier

Helman le Pas de Sécheval

Madame Francis Bouygues

Colette Lewiner

Conseiller du président de Capgemini

Georges Chodron de Courcel

Directeur général délégué de BNP Paribas

Sandra Nombret

Représentante des salariés actionnaires

Lucien Douroux

Ancien président du conseil de surveillance de Crédit Agricole - Indosuez

Nonce Paolini

Président-directeur général de TF1

Yves Gabriel

Président-directeur général de Bouygues Construction

Jean Peyrelevade

Président du conseil d'administration de Leonardo & Co

Anne-Marie Idrac

Ancien président-directeur général de la SNCF

François-Henri Pinault

Président-directeur général de PPR

Patrick Kron

Président-directeur général d'Alstom

Michèle Vilain

Représentante des salariés actionnaires

Censeur

Alain Pouyat

COMITES DU CONSEIL

Comité des comptes

Helman le Pas de Sécheval (président)

Patricia Barbizet

Georges Chodron de Courcel

Comité des rémunérations

Patricia Barbizet (Président)

Colette Lewiner

Comité de sélection des administrateurs

Jean Peyrelevade (président)

François-Henri Pinault

Comité de l'éthique et du mécénat

Lucien Douroux (président)

François-Henri Pinault

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

I – EVENEMENTS IMPORTANTS DU SEMESTRE

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Bouygues s'établit à 15,5 milliards d'euros au premier semestre 2012, en progression de 2% (stable à périmètre et change constants).

Le résultat opérationnel ressort à 476 millions d'euros (-37% par rapport au premier semestre 2011) et le résultat net s'élève à 278 millions d'euros (-29%). Ces résultats sont principalement marqués par la baisse de profitabilité de Bouygues Telecom.

La situation financière est très saine avec une bonne maîtrise de l'endettement net.

Chiffres-clés

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	Variation
Chiffre d'affaires	15 214	15 505	+2%
Résultat opérationnel	752	476	-37%
Résultat net part du Groupe	391	278	-29%
Endettement net ¹	4 341	6 215 ²	+1 874 M€
Ratio d'endettement	42%	66%	+24 pts

¹ Fin de période

² Endettement net de 4 033 millions d'euros avant prise en compte de deux événements exceptionnels : OPRA (1 250 millions d'euros) et fréquences 4G (932 millions d'euros)

Commentaires par métier

Le pôle Construction enregistre de bonnes performances commerciales. Le carnet de commandes progresse de 13% par rapport à fin juin 2011 et atteint un nouveau record de 28,6 milliards d'euros, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

Le chiffre d'affaires de **Bouygues Construction** s'élève à 5 028 millions d'euros, en croissance de 7% (+2% en France et +13% à l'international) et de 2% à périmètre et change constants. La marge opérationnelle courante est robuste à 3,2% et le résultat net s'établit à 107 millions d'euros.

Les prises de commandes sont très élevées, tant en France qu'à l'international, avec notamment le contrat du contournement Nîmes-Montpellier et celui du pont reliant Hong Kong à Macao. Elles atteignent ainsi 6,9 milliards d'euros, en croissance de 12%. Le carnet de commandes est en hausse de 14% par rapport à fin juin 2011, à 17,7 milliards d'euros, dont 46% à l'international.

Le chiffre d'affaires de **Bouygues Immobilier** ressort à 1 066 millions d'euros (-3% ; +5% en Logement et -46% en Immobilier d'entreprise). La marge opérationnelle est solide à 7,8%. Le résultat net est de 51 millions d'euros.

À 728 millions d'euros au premier semestre 2012 (-26%), les réservations de logements reflètent l'attentisme du marché et le recul de l'investissement locatif. Les réservations en Immobilier d'entreprise s'établissent à un bon niveau (317 millions d'euros ; -2%) malgré un marché morose.

Le carnet de commandes progresse de 21% par rapport à fin juin 2011, à 3 060 millions d'euros (+9% en Logement ; x2,6 en Immobilier d'entreprise).

Le chiffre d'affaires de **Colas** progresse de 4% à 5 594 millions d'euros (-3% en France et +15% à l'international). Les résultats, peu significatifs au premier semestre en raison de la saisonnalité des métiers de Colas, ont été fortement impactés par les mauvaises conditions climatiques en Europe, tout particulièrement en France. Le résultat opérationnel courant s'établit à -34 millions d'euros et le résultat net à -19 millions d'euros (contre respectivement 0 et 2 millions d'euros au premier semestre 2011).

La bonne activité commerciale permet au carnet de commandes de croître de 9% par rapport à fin juin 2011 (+11% en France métropolitaine ; +7% à l'international et outre-mer) pour atteindre 7,9 milliards d'euros.

TF1 continue d'adapter son modèle économique

Le chiffre d'affaires de **TF1** est en progression de 2%, et s'établit à 1 301 millions d'euros. Le recul du chiffre d'affaires publicitaire au deuxième trimestre 2012 est compensé par la bonne dynamique des activités de diversification (+9% par rapport au premier semestre 2011). Le résultat opérationnel courant ressort à 134 millions d'euros (-28%), du fait de l'augmentation du coût de la grille de la chaîne TF1 au premier trimestre 2012 et du coût des événements sportifs du deuxième trimestre 2012. Le résultat net s'élève à 94 millions d'euros.

Bouygues Telecom fait face aux profondes modifications du marché Mobile

Le chiffre d'affaires de **Bouygues Telecom** est en recul de 7% à 2 676 millions d'euros au premier semestre 2012. L'accélération de la baisse du chiffre d'affaires au deuxième trimestre (-10%) reflète, dans le Mobile, la mise en place des nouveaux tarifs et le recul du parc clients, alors que le chiffre d'affaires du Haut débit Fixe est en croissance de 40%.

Le résultat opérationnel courant ressort à 148 millions d'euros au premier semestre 2012. La baisse de 183 millions d'euros par rapport au premier semestre 2011 s'explique par la baisse de l'EBITDA pour 106 millions d'euros, par une hausse conjoncturelle des dotations nettes aux provisions au premier semestre 2012 et par l'augmentation des amortissements. Le résultat net est de 92 millions d'euros.

Après une perte nette de 379 000 clients Mobile pour Bouygues Telecom au premier trimestre 2012, l'agitation du marché s'est progressivement réduite. Dans ce contexte, le nombre de clients Mobile Bouygues Telecom a diminué de 71 000 au deuxième trimestre 2012. Cette baisse provient des clients Prépayé tandis que les clients Forfait sont en croissance nette de 55 000.

La dynamique de B&YOU se poursuit avec un parc de 452 000 clients à fin juin 2012.

Enfin, Bouygues Telecom continue sa progression sur le marché du Haut Débit Fixe avec une croissance nette de 70 000 clients au deuxième trimestre et un parc de 1,4 million de clients¹ au 30 juin 2012.

¹ Comprend les abonnements Haut Débit et Très Haut Débit. Les clients issus du rachat de Darty Telecom, effectif au 24 juillet 2012, seront intégrés dans la publication des comptes du troisième trimestre 2012.

Alstom

Comme annoncé, la contribution d'Alstom ressort à 114 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 94 millions d'euros au premier semestre 2011.

Alstom a réalisé une bonne performance commerciale au premier trimestre 2012/13 avec des prises de commandes en hausse de 20% par rapport au premier trimestre 2011/12 (ratio commandes sur chiffre d'affaires de 1,3).

Situation financière

Le cash-flow libre¹ du premier semestre 2012 s'établit à 410 millions d'euros². La baisse de 84 millions d'euros par rapport au premier semestre 2011 reflète principalement l'évolution du cash-flow libre de Bouygues Telecom.

L'endettement net est de 6,2 milliards d'euros à fin juin 2012. Il s'améliore de 308 millions d'euros par rapport à fin juin 2011 avant prise en compte de l'investissement dans deux lots de fréquences 4G (932 millions d'euros) et de l'OPRA³ (1 250 millions d'euros). Le Groupe dispose d'une excellente liquidité (6,9 milliards d'euros) et d'un échéancier de remboursement de sa dette très bien réparti.

¹ Avant variation du Besoin en Fonds de Roulement

² Hors investissements du premier semestre 2012 dans les fréquences 4G à hauteur de 704 millions d'euros (achat et capitalisation des frais financiers)

³ Offre Publique de Rachat d'Actions

Objectif de chiffre d'affaires et perspectives

L'objectif de chiffre d'affaires 2012 est revu en hausse de 150 millions d'euros à 32 800 millions d'euros, pour tenir compte de l'intégration de la société Thomas Vale chez Bouygues Construction et de l'acquisition de Darty Telecom par Bouygues Telecom.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES MÉTIERS

(millions d'euros)	Réalisé 2011	Objectif 2012			Variation %
		Publié en mars	Publié en mai	Publié en août	
Bouygues Construction	9 802	10 000	10 100	10 200	+4%
Bouygues Immobilier	2 465	2 450	2 450	2 450	=
Colas	12 412	12 500	12 700	12 700	+2%
TF1	2 620	2 620	2 620	2 620	=
Bouygues Telecom	5 741	5 140	5 140	5 180	-10%
Holding et divers	120	120	120	120	=
Retraitements intra-Groupe	(454)	(480)	(480)	(470)	ns
TOTAL	32 706	32 350	32 650	32 800	=
<i>dont France</i>	<i>22 601</i>	<i>22 050</i>	<i>21 950</i>	<i>22 050</i>	-2%
<i>dont international</i>	<i>10 105</i>	<i>10 300</i>	<i>10 700</i>	<i>10 750</i>	+6%

Bouygues Telecom est confronté à une évolution profonde du marché Mobile, entraînant une baisse significative de ses performances financières. De ce fait, l'EBITDA de Bouygues Telecom attendu en 2012 sera d'environ 900 millions d'euros¹. Dans ce contexte, un plan d'adaptation et d'économies de 300 millions d'euros concernant la réduction des coûts commerciaux et des coûts d'exploitation de l'activité Mobile est en cours pour un plein effet en 2013. Un projet de plan de départs volontaires de 556 collaborateurs a été proposé début juillet aux partenaires sociaux.

En parallèle, TF1 accélère son adaptation en poursuivant ses réductions de coûts et en lançant une revue des processus et des organisations.

Dans un environnement économique mondial incertain, le pôle Construction dispose d'un carnet de commandes record qui lui confère une bonne visibilité sur l'activité future. Il bénéficie de la diversité de ses activités, de ses savoir-faire et de ses implantations géographiques et saura faire preuve, comme par le passé, d'une grande capacité d'adaptation.

Face aux challenges auxquels doit faire face Bouygues Telecom, le groupe Bouygues dispose de forts atouts :

- sa nature de groupe industriel diversifié qui lui permet de s'appuyer sur la solidité de son pôle Construction ;
- la capacité de ses métiers à générer des cash-flows de façon régulière ;
- sa structure financière très saine.

¹Hors coût du plan d'adaptation estimé à date à environ 150 millions d'euros.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ

(millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	15 214	15 505	+2%
Résultat opérationnel courant	752	476	-37%
Résultat opérationnel	752	476	-37%
Coût de l'endettement financier net	(134)	(142)	+6%
Autres produits et charges financiers	(2)	8	ns
Charge d'impôt	(223)	(130)	-42%
Quote-part du résultat net des entités associées	91	131	+44%
Résultat net	484	343	-29%
Intérêts minoritaires	(93)	(65)	-30%
Résultat net part du Groupe	391	278	-29%

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU PREMIER TRIMESTRE

(millions d'euros)

	1 ^{er} trimestre		Variation %
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	6 686	6 985	+4%
Résultat opérationnel	153	82	-46%
Résultat net part du Groupe	34	35	+3%

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE

(millions d'euros)

	2 ^{eme} trimestre		Variation %
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	8 528	8 520	=
Résultat opérationnel	599	394	-34%
Résultat net part du Groupe	357	243	-32%

CHIFFRE D'AFFAIRES DES MÉTIERS

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation %	Variation à périmètre et change constants
	2011	2012		
Bouygues Construction	4 705	5 028	+7%	+2%
Bouygues Immobilier	1 098	1 066	-3%	-3%
Colas	5 400	5 594	+4%	+2%
TF1	1 278	1 301	+2%	+1%
Bouygues Telecom	2 866	2 676	-7%	-7%
Holding et divers	64	68	ns	ns
Retraitements intra-Groupe	(197)	(228)	ns	ns
Total	15 214	15 505	+2%	=
<i>dont France</i>	<i>10 999¹</i>	<i>10 730</i>	<i>-2%</i>	<i>-3%</i>
<i>dont international</i>	<i>4 215¹</i>	<i>4 775</i>	<i>+13%</i>	<i>+6%</i>

¹ Les ventes de produits raffinés à l'export ont été reclassées en fonction de leur localisation.

Contribution des métiers à L'EBITDA

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Bouygues Construction	252	268	+6%
Bouygues Immobilier	86	69	-20%
Colas	190	131	-31%
TF1	234	174	-26%
Bouygues Telecom	665	559	-16%
Holding et divers	(19)	(21)	ns
TOTAL	1 408	1 180	-16%

Contribution des métiers au RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Bouygues Construction	165	163	-1%
Bouygues Immobilier	91	83	-9%
Colas	0	(34)	ns
TF1	187	134	-28%
Bouygues Telecom	331	148	-55%
Holding et divers	(22)	(18)	ns
TOTAL	752	476	-37%

Contribution des métiers au RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

(millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Bouygues Construction	94	107	+14%
Bouygues Immobilier	56	51	-9%
Colas	2	(18)	ns
TF1	51	41	-20%
Bouygues Telecom	191	83	-57%
Alstom	94	114	+21%
Holding et divers	(97)	(100)	ns
TOTAL	391	278	-29%

TRÉSORERIE NETTE PAR MÉTIER

(millions d'euros)	A fin juin		Variation M€
	2011	2012	
Bouygues Construction	2 236	2 531	+295 M€
Bouygues Immobilier	390	305	-85 M€
Colas	(1 046)	(1 074)	-28 M€
TF1	11	(91)	-102 M€
Bouygues Telecom	(619)	(1 462)	-843 M€
Holding et divers	(5 313)	(6 424)	-1 111 M€
TOTAL	(4 341)	(6 215)	-1 874 M€

Contribution des métiers à la CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

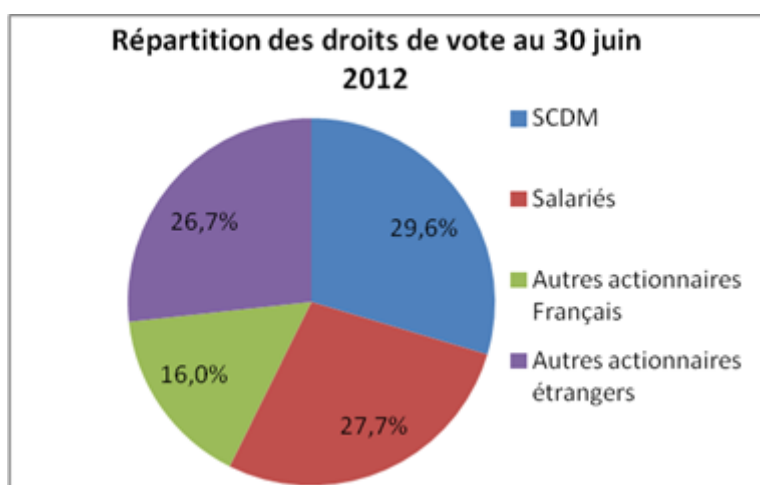
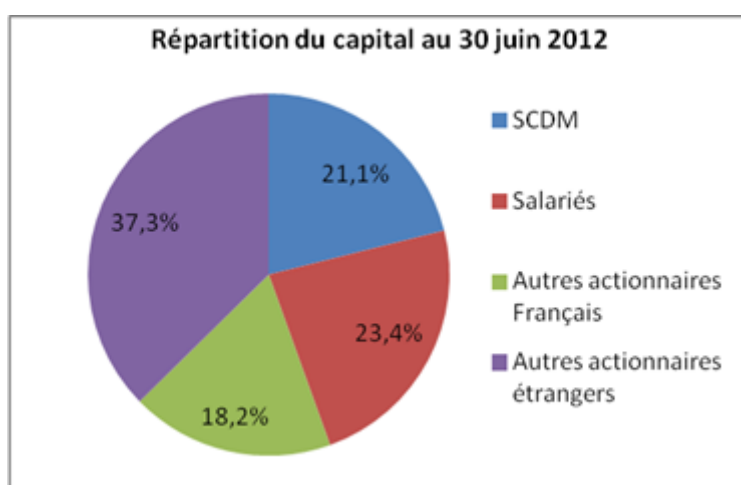
(millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Bouygues Construction	260	266	+2%
Bouygues Immobilier	94	81	-14%
Colas	220	189	-14%
TF1	220	164	-25%
Bouygues Telecom	659	507	-23%
Holding et divers	49	67	ns
TOTAL	1 502	1 274	-15%

Contribution des métiers aux INVESTISSEMENTS D'EXPLOITATION NETS

(millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation %
	2011	2012	
Bouygues Construction	121	80	-34%
Bouygues Immobilier	4	6	+50%
Colas	159	125	-21%
TF1	18	13	-28%
Bouygues Telecom	348	366	+5%
Holding et divers	1	2	ns
TOTAL HORS FRÉQUENCES 4G	651	592	-9%
FRÉQUENCES 4G	-	704	ns
TOTAL	651	1 296	X2

Actionnariat de Bouygues au 30 juin 2012



Bouygues Construction

Présent dans près de 80 pays sur les cinq continents, Bouygues Construction est un leader mondial dans les domaines du bâtiment, des travaux publics, des énergies et des services.

Son savoir-faire est reconnu à toutes les étapes des projets : financement, conception, construction, exploitation et maintenance.

Plus de 54 000 collaborateurs développent et mettent en œuvre des solutions efficaces et innovantes qui améliorent le cadre de vie de chacun et préservent l'environnement.

Chiffres clés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	4 705	5 028	+ 7 %*
<i>dont France</i>	2 665	2 721	+ 2 %
<i>dont International</i>	2 040	2 307	+ 13 %
Résultat opérationnel courant	165	163	- 2 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	3,5 %	3,2 %	- 0,3 pt
Résultat net part du Groupe	94	107	+ 13 M€

(*) + 2 % à périmètre et change constants

Faits marquants du semestre

- La prise de commandes de Bouygues Construction est exceptionnelle et s'établit à 6 893 millions d'euros, en progression de 759 millions d'euros par rapport au premier semestre 2011 (soit + 12 %). Elle comprend notamment 449 millions d'euros de contrats long terme (>5 ans) pour ETDE (676 millions d'euros au premier semestre 2011).
 - En France (4 334 millions d'euros), la forte progression de la prise de commandes sur un an (+ 590 millions d'euros, soit + 16 %) est notamment liée à la conclusion et à l'entrée en vigueur de deux grands contrats de partenariat public-privé (PPP) : le Futur Palais de Justice de Paris et le contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier.
 - A l'international (2 559 millions d'euros), elle croît de 7 % par rapport au premier semestre 2011 (soit + 169 millions d'euros). Les situations sont comme toujours contrastées selon les zones où Bouygues Construction intervient. A noter, le dynamisme de la zone Asie qui s'illustre notamment par deux nouveaux contrats gagnés : un tronçon du pont géant Hong Kong – Zhuhai – Macao et une tour à Hong Kong sur le site de Kai Tak.
- Au 30 juin 2012, le carnet de commandes atteint un nouveau record historique à 17,7 milliards d'euros (+ 14 % par rapport à fin juin 2011, soit + 2,1 milliards d'euros), dont 46 % à exécuter à l'international (52 % au 30 juin 2011). La part long terme du carnet (>5 ans) est en augmentation de 16 % sur un an. A noter, le carnet de la zone Asie-Pacifique (+ 11 % sur un an) qui représente 35 % du carnet international de Bouygues Construction.
- Le chiffre d'affaires de Bouygues Construction est en croissance de 7 % au premier semestre 2012 (5 028 millions d'euros, soit + 323 millions d'euros). La France (2 721 millions d'euros, + 2 %) comme l'international (2 307 millions d'euros, + 13 %) contribuent à cette croissance. A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires est en augmentation de 2 %, compte tenu de l'intégration du groupe Leadbitter dans les comptes à compter du deuxième trimestre 2011 et d'un effet de change positif.

- Le résultat opérationnel s'établit à 163 millions d'euros, soit une marge opérationnelle robuste à 3,2 % du chiffre d'affaires, en légère diminution par rapport au premier semestre 2011 (3,5 %, soit - 0,3 point). Compte tenu de l'absence d'amélioration significative des conditions de rémunération des excédents de trésorerie, le résultat financier est de 11 millions d'euros (- 9 millions d'euros). La marge nette du premier semestre 2012 ressort à 2,1 % (2,0 % au premier semestre 2011), soit un résultat net part du Groupe de 107 millions d'euros (+ 13 millions d'euros).
- Enfin, la trésorerie nette des dettes financières s'établit à 2 531 millions d'euros fin juin 2012, en retrait par rapport à fin décembre 2011 (- 338 millions d'euros), en raison principalement du paiement du dividende en avril 2012 et du financement des investissements. La trésorerie nette est en croissance de 295 millions d'euros par rapport à fin juin 2011.

Activité Bâtiment et Travaux Publics

Globalement, la demande du marché du Bâtiment et des Travaux Publics reste importante avec de nombreux besoins en infrastructures dans les pays émergents comme développés.

Chez Bouygues Construction, l'activité Bâtiment et Travaux Publics représente 4 267 millions d'euros, répartie entre 2 183 millions d'euros en France et 2 084 millions d'euros à l'international.

- **France** : 2 183 millions d'euros, + 2 %

L'activité liée à la commande publique d'infrastructures reste soutenue en France compte tenu notamment des contributions des grands chantiers pris en commande en 2011 (Parc Zoologique de Paris, Philharmonie, Ministère de la Défense). L'activité privée est également dynamique tant en rénovation (transformation de l'hôpital Laennec de Paris en logements et bureaux, rénovation de l'hôtel Lambert) qu'en construction neuve d'ouvrages fonctionnels (Centre Commercial de Beaugrenelle) ou d'ensembles résidentiels (Fort d'Issy). A noter, la prise de commande, début 2012, du PPP du futur Palais de Justice de Paris.

Dans les autres régions françaises, les cinq filiales régionales de Bouygues Construction sont particulièrement actives dans la construction d'équipements publics de santé (nouvel hôpital d'Orléans, centre hospitalier d'Amiens-Picardie), éducatifs (deux lycées en PPP en Lorraine), de loisirs (reconfiguration du Stade Vélodrome de Marseille), de justice (maisons centrales de l'Orne et du Pas-de-Calais) et administratifs (hôtel de région d'Auvergne, cité municipale de Bordeaux).

Bouygues Construction est présent sur les marchés de travaux publics au moyen d'agences régionales réparties sur l'ensemble du territoire, spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement. Par ailleurs, grâce à son expertise dans ces métiers, l'entreprise réalise de grands ouvrages complexes à l'image de la poursuite des travaux de génie civil sur la centrale nucléaire de Flamanville et du démarrage du chantier des futurs réservoirs de GNL à Dunkerque. A noter, la prise de commande, fin juin 2012, du PPP de la ligne de contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier.

- **Europe (hors France)** : 861 millions d'euros, + 8 %

En **Suisse**, la demande reste forte, en particulier sur le marché du logement, porté par des taux hypothécaires historiquement bas. Bouygues Construction y profite de son expertise dans le montage de projets complexes en développement immobilier (éco-quartier Eikenott à Gland, complexe résidentiel de City West à Zurich, lotissements Puls et Rex à Thoune) et y poursuit son développement en zone alémanique.

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction peut s'appuyer sur son savoir-faire dans les projets en *Private Finance Initiative (PFI)* et en *Design & Build*, et sur sa présence sur un vaste territoire allant de Londres au

sud de l'Angleterre. Bouygues Construction a obtenu l'aval des autorités de la concurrence de l'Union Européenne pour acquérir la totalité du capital de l'entreprise Thomas Vale. Cette nouvelle acquisition permet à Bouygues Construction d'accéder à la région des Midlands et de poursuivre ainsi son maillage territorial. Début juillet 2012, Bouygues Construction a finalisé l'acquisition de Leadbitter Bouygues Holding, qui avait acquis le groupe Leadbitter en mars 2011. A l'issue de cette opération, Bouygues Construction détient désormais 100 % du capital de cette société. Après avoir livré, fin 2011, le nouveau tunnel sous le fleuve Tyne à Newcastle, Bouygues Construction a été désigné attributaire pressenti pour la construction d'une centrale nucléaire de type EPR à Hinkley.

En **Europe de l'Est**, les filiales locales en Pologne et en République tchèque poursuivent leur développement dans le bâtiment.

En **Ukraine**, Bouygues Construction réalise, dans le cadre d'un partenariat avec Vinci, la nouvelle enceinte de confinement du réacteur accidenté de Tchernobyl.

Bouygues Construction a également une activité pour de faibles montants, dans d'autres pays européens (Russie, Hongrie, etc).

- **International (hors Europe) : 1 223 millions d'euros, + 20 %**

En **Asie-Pacifique**, Bouygues Construction bénéficie d'implantations locales fortes, notamment à Hong Kong, à Singapour et au Turkménistan. A **Hong Kong**, Bouygues Construction intervient dans le bâtiment (notamment les travaux en cours du terminal pour paquebots de croisière à Kai Tak et la *Trade & Industry Tower*), les travaux publics (notamment deux tronçons de tunnel ferroviaire pour la future ligne à grande vitesse Hong Kong – Guangzhou). A **Singapour**, c'est un acteur reconnu dans le bâtiment (résidences de luxe, hôtels et bureaux). Le Sports Hub, plus grand PPP d'équipement sportif au monde, ainsi que deux ensembles immobiliers sont en cours de construction. Au **Turkménistan**, les quatre grands contrats pris en commande en 2011, dont la réalisation clés en main d'un hôtel de luxe, ont démarré.

Bouygues Construction intervient en **Afrique** dans de nombreux pays. Ses entreprises de bâtiment et de génie civil y collaborent pour réaliser de grands projets d'infrastructures, notamment l'autoroute de Bata en **Guinée équatoriale**, et le deuxième port à conteneurs de la ville de Tanger, Tanger Med 2, au **Maroc**. En **Afrique du Sud**, le deuxième tronçon du Gautrain, ligne ferroviaire de 80 km qui relie l'aéroport international, Johannesburg et Pretoria, a été livré au cours du premier semestre.

Au **Moyen-Orient**, Bouygues Construction poursuit la construction à Doha du *Qatar Petroleum District*, un vaste ensemble immobilier de 9 tours de bureaux et d'environ 700 000 m².

La zone **Amériques/Caraïbes** connaît un fort développement. L'entreprise intervient de façon pérenne à **Cuba** où elle est reconnue comme spécialiste de la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe. En **Jamaïque**, sa filiale de travaux publics participe depuis plusieurs années au développement du réseau routier et autoroutier et construit à ce titre un nouveau tronçon de l'autoroute 1B, pris en commande en 2011. Au **Mexique**, ses entreprises spécialisées ont terminé, au cours du semestre, leurs prestations sur le pont Baluarte, plus haut pont à haubans du monde. Bouygues Construction poursuit en Amérique du Nord deux grands chantiers dans le cadre de PPP : un quartier général pour la Gendarmerie royale canadienne, et le tunnel du port de Miami.

Activité Énergie et Services

Les activités Énergie et Services offrent à moyen terme de belles opportunités à ETDE dans ses principaux pays d'implantation (France, Royaume-Uni, Suisse, Canada), notamment liées à la demande croissante de performance énergétique. A court terme, le marché est plus incertain en raison d'une forte concurrence et de la baisse potentielle de la commande publique.

La contribution d'ETDE au chiffre d'affaires consolidé de Bouygues Construction s'élève à 761 millions d'euros (+ 4 % par rapport au premier semestre 2011 à périmètre comparable). L'activité d'ETDE se répartit entre les Infrastructures de Réseaux (48 %), le Génie Electrique et Thermique (27 %) et le *Facility Management* (25 %).

- **France** : 538 millions d'euros, + 3 %

ETDE, à travers sa filiale dédiée aux infrastructures de réseaux, est un des leaders français de l'aménagement numérique du territoire, avec 14 délégations de services publics (7 600 km de fibres optiques, 6 millions d'habitants desservis). Le contrat portant sur le développement et la gestion pendant 25 ans du réseau Haut Débit et Très Haut Débit de la région Vaucluse (pris en commande en 2011) est en cours d'exécution.

Dans le cadre des PPP d'éclairage public et de vidéoprotection, ETDE poursuit les contrats démarrés l'an passé, en particulier le grand contrat de performance énergétique EVESA de la ville de Paris visant la diminution de 30 % de la consommation d'énergie de la ville d'ici 2020 par rapport au niveau de 2004.

En génie électrique et thermique, ETDE finalise les travaux des hôpitaux de Metz et d'Amiens - Picardie. Les travaux du data center de Pantin, pris en commande en 2011, se poursuivent.

Active sur les projets en PPP en partenariat avec les filiales de BTP de Bouygues Construction, la filiale d'ETDE spécialisée en *facility management* assurera notamment à Paris la maintenance et l'exploitation du futur Ministère de la Défense, ainsi que celles du futur Palais de Justice, de la Cité municipale de Bordeaux et du futur Vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines.

- **International** : 223 millions d'euros, + 5 %

ETDE est présent à l'international sur le marché des grands projets d'infrastructures clés en main de réseaux électriques. Après avoir livré fin 2011, au **Congo**, le réseau de postes et de lignes électriques très haute tension reliant Pointe-Noire à Brazzaville pour le compte d'une compagnie pétrolière internationale, ETDE démarre deux nouveaux contrats : la seconde ligne en courant continu de **Finlande** et un projet d'infrastructure haute tension, d'électrification rurale et d'éclairage public au Nord du **Gabon**.

Au **Canada**, ETDE exploite depuis l'année dernière et pour 30 ans, l'hôpital de Surrey et assurera celui du quartier général de la Gendarmerie royale pendant 25 ans.

Perspectives 2012

L'objectif de chiffre d'affaires de Bouygues Construction est fixé à 10,2 milliards d'euros pour 2012, en hausse de 4 % par rapport à 2011. Bouygues Construction a confirmé son objectif précédemment communiqué au marché en mai 2012, en l'ajustant de l'impact de l'acquisition de la société Thomas Vale pour 100 millions d'euros.

Les contrats du Palais de Justice de Paris, du contournement ferroviaire de Nîmes et Montpellier, et d'un tronçon du pont géant Hong Kong – Zhuhai – Macao sécurisent un niveau élevé de prises de commandes en 2012.

Dans un environnement économique incertain, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité, confortée notamment par :

- une **activité acquise au 30 juin 2012 pour l'exercice 2012** de 9,9 milliards d'euros, couvrant 97 % de l'activité prévisionnelle ;
- une **activité soutenue à l'international** (hors Europe), notamment dans des pays moins sensibles à la crise économique (Hong Kong, Singapour, Qatar, etc.) ;
- un **carnet à long terme** (au-delà de cinq ans) de 2,6 milliards d'euros au 30 juin 2012 ;
- une **structure financière saine**, forte d'une trésorerie nette de 2,5 milliards d'euros ;
- une **offre renforcée dans le domaine de la construction durable**, notamment avec des engagements de performance énergétique et environnementale.

Bouygues Construction bénéficie également d'une grande capacité d'adaptation, notamment grâce à une structure de coûts par projet très variable.

La maîtrise de l'exécution des grands chantiers et la sélectivité dans les prises de commandes face à la pression concurrentielle resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction en 2012.

Objectif de chiffre d'affaires 2012

(en millions d'euros)	2011	Objectif 2012	Variation
Chiffre d'affaires	9 802	10 200	+ 4 %

Bouygues Immobilier

Leader de la promotion immobilière en 2011 en France, Bouygues Immobilier développe des projets de logements et d'immeubles tertiaires à partir de trente-cinq implantations en France et quatre dans le reste de l'Europe.

Chiffres clés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	1 098	1 066	- 3 %
<i>dont logement</i>	923	972	+ 5 %
<i>dont immobilier d'entreprise</i>	175	94	- 46 %
Résultat opérationnel courant	91	83	- 8 M€
<i>Marge opérationnelle courante</i>	8,3 %	7,8 %	- 0,5 pt
Résultat net part du groupe	56	51	- 5 M€

Faits marquants du semestre

Contexte

Le premier semestre 2012 est marqué par une baisse sensible du marché du logement par rapport au premier semestre de l'année précédente. Ce repli du marché s'explique d'une part par le traditionnel attentisme en période électorale, d'autre part par la réduction des avantages du dispositif Scellier et le durcissement de la politique des banques en matière d'octroi des prêts.

Dans un marché tertiaire morose, des opportunités essentiellement liées à une demande de bâtiments économes en énergie s'offrent à Bouygues Immobilier.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de Bouygues Immobilier s'élève, pour le premier semestre, à 1 066 millions d'euros, en baisse de 3 % par rapport au premier semestre 2011. Le chiffre d'affaires Logement, en hausse de 5 %, traduit les performances commerciales enregistrées en 2010 et 2011. En tertiaire, les prises de commandes récentes ne génèrent pas encore de montants significatifs en chiffre d'affaires. La marge opérationnelle s'établit à 7,8 %, en léger retrait par rapport au premier semestre 2011.

Activité commerciale

Réservations*

	1 ^{er} semestre		Variation	Exercice 2011
	2011	2012		
Logement				
Nombre	5 769	4 069	- 29 %	14 723
Montant (en M€)	990	728	- 26 %	2 419
Immobilier d'Entreprise				
M ² de bureaux, commerces...	83 000	72 000	- 13 %	184 000
Montant (en M€)	324	317	- 2 %	781

(*) Définition : En logement, les réservations sont toujours présentées nettes des désistements.
En Immobilier d'entreprise, les réservations sont fermes et donc non annulables (ventes notariées)

Logement :

Dans un contexte de marché difficile, les réservations de logements accusent un repli de 26 % en valeur, par rapport au premier semestre 2011.

Cette baisse s'explique principalement par une désaffection des investisseurs privés, suite à la baisse significative des avantages fiscaux liés au Scellier, et par des ventes en bloc prévues en progression sur l'ensemble de l'exercice mais qui se réaliseront pour l'essentiel au 2^e semestre.

Bouygues Immobilier a anticipé cette situation et renforcé sa stratégie de conquête des primo-accédants en développant des produits adaptés à leur solvabilité. De nombreux programmes sont ainsi commercialisés en zone ANRU (TVA à 7 %) et à des prix maîtrisés. Les ventes aux accédants sont en légère progression.

Tertiaire :

Dans un marché toujours difficile, les réservations du 1^{er} semestre 2012 en tertiaire se montent à 317 millions d'euros, notamment grâce à la vente des nouveaux bureaux de Clarins à Neuilly (10 000 m²), et à un contrat de promotion avec MACSF pour un ensemble de bureaux occupés par Sanofi à Gentilly (50 000 m²).

Carnet de commandes (backlog)

(en millions d'euros)	Fin décembre 2011	Fin juin 2012
Carnet de commandes	3 051	3 060
<i>dont logement</i>	2 738	2 538
<i>dont immobilier d'entreprise</i>	313	522

Bouygues Immobilier maintient un carnet de commandes de 3 060 millions d'euros dont 2 538 euros en logement représentant seize mois d'activité.

Perspectives

Bouygues Immobilier anticipe un marché du logement en repli entre 75 000 et 80 000 logements à fin 2012.

Dans ce contexte, Bouygues Immobilier devrait maintenir sa part de marché avec un léger accroissement de ses ventes aux accédants, une bonne activité de vente en bloc et un niveau soutenu de vente aux investisseurs. En tertiaire, Bouygues Immobilier poursuit sa stratégie orientée autour des utilisateurs.

Face à la contraction du marché du Logement, des mesures d'ajustement sont en cours chez Bouygues Immobilier et portent sur la revue du portefeuille foncier, le non-lancement de certains programmes et la maîtrise renforcée des frais de fonctionnement et des effectifs.

Enfin, Bouygues Immobilier garde pour objectif de maintenir une structure financière solide avec un endettement maîtrisé.

Objectif de chiffre d'affaires 2012

(en millions d'euros)	2011	Objectif 2012	Variation
Chiffre d'affaires	2 465	2 450	=

Colas

Implanté dans près de cinquante pays sur les cinq continents, Colas est un des leaders mondiaux de la construction et de l'entretien des routes. Il s'appuie sur un réseau international de plus de huit cents établissements travaux et mille quatre cents sites de production de matériaux. Présent sur tous les marchés d'infrastructures de transport, il complète son offre de services par des activités de spécialités : fabrication et pose de membranes d'étanchéité, pose et entretien d'infrastructures ferroviaires, vente de produits raffinés, fabrication et pose d'équipements de sécurité et de signalisation, pose de pipelines. Colas est également concessionnaire d'infrastructures, notamment autoroutières.

Chiffres clés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation	Rappel exercice 2011
	2011	2012		
Chiffre d'affaires	5 400	5 594	+ 4 %	12 412
<i>dont France</i>	3 457 ¹	3 367	- 3 %	7 250
<i>dont International</i>	1 943 ¹	2 227	+ 15 %	5 162
Résultat opérationnel courant	0	(34)	- 34 M€	466
Résultat net part du Groupe	2	(19)	- 21 M€	336

(1) Les ventes de produits raffinés à l'export ont été reclassées en fonction de leur localisation pour le premier semestre 2011

Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 5,6 milliards d'euros contre 5,4 milliards d'euros à fin juin 2011, en hausse de 4 %. La croissance à l'international, notamment en Amérique du Nord, en Asie, en Australie et dans l'Océan Indien, a permis de compenser la baisse de l'activité en France.

A périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires est en progression de 2 % compte tenu d'un effet de change favorable de 85 millions d'euros, principalement lié à l'appréciation du dollar américain et du dollar canadien par rapport à l'euro, et d'un effet de périmètre positif de 23 millions d'euros.

Faits marquants du semestre

- le premier semestre a été marqué par des conditions climatiques très difficiles en hiver et au printemps en Europe, tout particulièrement en France métropolitaine.
- le carnet de commandes à fin juin 2012 s'établit à un haut niveau.
- une croissance externe ciblée :
 - acquisition par Colas Rail de la société Pullman Rail Ltd, spécialisée dans la maintenance et la réparation de matériel ferroviaire au Royaume-Uni, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 13 millions d'euros en 2011.
 - acquisition par Smac (étanchéité) de la société Aguilar, spécialiste de l'enveloppe du bâtiment basée au Chili et au Pérou, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros en 2011.
- le Groupement dont les filiales Colas Rail et Colas Midi-Méditerranée sont membres a signé avec RFF un contrat de partenariat public-privé pour le futur contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier, d'une durée de 25 ans.

L'activité par secteur opérationnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation	exercice 2011
	2011	2012		
Chiffre d'affaires	5 400	5 594	+ 4 %	12 412
<i>dont Routes Métropole</i>	2 448	2 369	- 3 %	5 141
<i>dont Routes Europe</i>	653	619	- 5 %	1 478
<i>dont Routes Amérique du Nord</i>	662	806	+ 22 %	2 348
<i>dont Routes Reste du monde</i>	614	714	+ 16 %	1 295
<i>dont Spécialités</i>	1 019	1 074	+ 5 %	2 143
<i>dont Holding</i>	4	12	ns	7

Routes Métropole

Le chiffre d'affaires est en recul de 3 % par rapport au premier semestre 2011 (- 4 % à périmètre constant).

Les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables avec un hiver rigoureux et un printemps exceptionnellement pluvieux, alors que le premier semestre 2011 avait au contraire bénéficié de conditions météorologiques clémentes. Le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2012 est toutefois supérieur à celui du premier semestre 2010 (2,2 milliards d'euros), qui avait également été réalisé dans des conditions climatiques défavorables.

Compte tenu d'un impact d'environ 5 points, lié à la hausse des coûts de construction, notamment de l'énergie, du bitume et d'autres matières premières, le recul de l'activité en volume peut être estimé à environ 9 %.

Les marchés routiers restent marqués par une grande disparité des situations : ils sont généralement plus dynamiques dans les métropoles et dans certaines zones urbaines qui bénéficient de nombreux projets notamment de transports urbains, alors que le contexte est nettement plus difficile dans les zones rurales.

Routes Europe

Le chiffre d'affaires est en retrait de 5 % par rapport au premier semestre 2011 (- 5 % à périmètre et taux de change comparables).

L'Europe du Nord est quasiment stable (+ 1 % pour le chiffre d'affaires comptable et - 1 % à périmètre et change constants compte tenu d'un effet de change favorable). Le retard de l'activité en Belgique (conditions météorologiques défavorables) et une légère contraction du chiffre d'affaires en Grande-Bretagne à taux de change constant sont compensés par une progression de l'activité en Suisse, au Danemark et en Irlande.

Le chiffre d'affaires en Europe centrale est en recul de 18 %, avec des baisses significatives notamment en Roumanie où la filiale SCCF Iasi a été cédée en mai 2012, en Hongrie, en Croatie et en République tchèque. Dans la plupart des pays, la contraction des investissements publics se poursuit dans des économies en récession.

Routes Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires est en progression de 22 % par rapport au premier semestre 2011. A périmètre et taux de change constants, la croissance est de 13 % : l'activité est quasiment stable aux Etats-Unis et le Canada continue de tirer profit d'une économie solide ainsi que du dynamisme des secteurs miniers et pétroliers, tout en ayant bénéficié de conditions météorologiques favorables au premier semestre.

Routes Reste du monde

Le chiffre d'affaires du secteur opérationnel Routes Reste du monde est en progression de 16 % par rapport au premier semestre 2011 (+ 13 % à périmètre et taux de change comparables). La baisse du chiffre d'affaires dans tous les Départements d'Outre-Mer à l'exception de la Guyane a été très largement compensée par la progression en Afrique et dans l'Océan Indien et surtout par la forte croissance en Asie et en Australie.

Spécialités

Au premier semestre 2012, le chiffre d'affaires est en progression de 5 % (+ 3 % à périmètre et taux de change constants). Cette hausse recouvre d'importantes disparités entre les métiers : forte croissance du chiffre d'affaires de Vente de produits raffinés (+ 33 %) liée à la hausse du cours du pétrole, progression de l'activité Sécurité Signalisation (+ 8 %) et des activités ferroviaires (+ 7 %), léger retrait de l'activité Etanchéité (- 4 %) et baisse du Pipeline (- 14 %).

Production de matériaux

En France comme à l'international, l'activité de Colas comprend une importante production de matériaux de construction, notamment de granulats, à partir d'un réseau international de 682 carrières, 580 centrales d'enrobage, 142 usines d'émulsion et 207 centrales de béton prêt à l'emploi. Au premier semestre 2012, 46,6 millions de tonnes de granulats (production stable par rapport au premier semestre 2011), 15,6 millions de tonnes d'enrobés (- 11 %), 680 000 tonnes de liants et d'émulsion (- 5 %) et 1,3 million de mètres cubes de béton prêt à l'emploi (+ 3 %) ont été produits.

Rentabilité

Compte tenu de la forte saisonnalité de l'activité de Colas, les résultats semestriels sont peu significatifs.

Au 30 juin 2012, le résultat opérationnel courant ressort à -34 millions d'euros, contre un résultat à l'équilibre au 30 juin 2011, ce qui traduit :

- une activité des filiales routières en France métropolitaine et en Europe du Nord perturbée par les mauvaises conditions climatiques, qui ont pour conséquence une moindre couverture des coûts fixes, tant dans l'activité travaux (matériel et personnel) que dans l'activité industrielle (productions inférieures à fin juin, notamment pour les granulats et les enrobés). Le niveau de prix sur ces marchés reste bas compte tenu d'une pression concurrentielle toujours forte ;
- un résultat de l'activité de vente de produits raffinés, affecté par la hausse du prix du pétrole couplée à la baisse du prix de vente de certains produits ;

- un résultat en Amérique du Nord qui, au 30 juin 2012, ne reflète pas la croissance du chiffre d'affaires, du fait d'un semestre plus difficile aux Etats-Unis, avec notamment
 - un marché en récession dans les Etats de Californie et du Sud-Est (Géorgie, Caroline) ;
 - une pression concurrentielle importante, compte tenu de l'incertitude concernant le renouvellement du plan pluriannuel fédéral de financement des infrastructures routières ;
- une amélioration du résultat, encore déficitaire, en Europe centrale, conformément aux objectifs ;
- une progression du résultat dans le Reste du monde, avec notamment un bon premier semestre en Asie et en Australie, ainsi que dans l'activité ferroviaire.

Le résultat net part du Groupe au premier semestre 2012, ressort à - 19 millions d'euros, à comparer à un résultat positif de 2 millions d'euros au premier semestre 2011.

Perspectives

Le carnet de commandes à fin juin 2012 s'élève à 7,9 milliards d'euros, en croissance de 9 %, tant en Métropole (4 milliards d'euros, + 11 %) qu'à l'International (3,9 milliards d'euros, + 7 %). Ce carnet, d'un niveau élevé, inclut un montant de 0,3 milliard d'euros de travaux à réaliser par Colas dans le cadre du contrat de partenariat public-privé pour le futur contournement ferroviaire de Nîmes-Montpellier.

En France métropolitaine, même si l'incertitude concernant le financement des collectivités locales n'est pas levée, le carnet de commandes à réaliser dans l'année pourrait permettre de rattraper une partie du retard enregistré au premier semestre, sous réserve de conditions météorologiques favorables.

En Europe du Nord, le niveau d'activité devrait être proche de celui de l'an passé.

En Europe centrale, l'objectif de retour à l'équilibre des résultats en 2012 est maintenu avec un chiffre d'affaires qui devrait être cependant en baisse par rapport à 2011.

En Amérique du Nord, le carnet offre de bonnes perspectives grâce à un marché qui reste porteur au Canada et à une visibilité améliorée aux Etats-Unis, compte tenu du vote par le Congrès, le 29 juin 2012, d'un nouveau plan pluriannuel fédéral de financement des infrastructures routières qui reconduit les montants du précédent programme jusqu'en septembre 2014.

Dans le Reste du monde, le bon début d'exercice, notamment en Asie et en Australie, devrait permettre une croissance de l'activité en 2012.

Sur la base des données actuellement disponibles, l'objectif de chiffre d'affaires pour l'exercice 2012 s'établit à 12,7 milliards d'euros.

Objectif de chiffre d'affaires 2012

(en millions d'euros)	2011	Objectif 2012	Variation
Chiffre d'affaires	12 412	12 700	+ 2 %

TF1

Le groupe TF1 a pour vocation d'informer et de divertir. Tout en continuant de se renforcer sur son métier de base, la télévision, avec des chaînes gratuites et payantes, il s'est diversifié sur le web, dans les droits audiovisuels, la production et les licences.

Chiffres clés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	1 278	1 301	+ 2 %
<i>dont CA publicité TF1</i>	758	713	- 6 %
<i>dont autres activités</i>	520	588	+ 13 %
Résultat opérationnel courant	187	134	- 53 M€
Résultat net part du groupe	119	94	- 25 M€

Sur les six premiers mois de l'année 2012, le **chiffre d'affaires consolidé** du groupe TF1 atteint 1 301 millions d'euros, en progression de 2 % sur un an.

Il se décompose en :

- **un chiffre d'affaires publicitaire de la chaîne TF1** de 713 millions d'euros, en recul de 6 % sur un an. Les investissements publicitaires sont en baisse sur les chaînes historiques, dans un contexte économique qui s'est détérioré au cours du deuxième trimestre. Ainsi, le chiffre d'affaires publicitaire de la chaîne, au deuxième trimestre, recule de 8 % par rapport au deuxième trimestre 2011.
- **un chiffre d'affaires des autres activités** de 588 millions d'euros, en hausse de 13 % sur un an. Cette forte croissance a été réalisée grâce au dynamisme de l'ensemble des activités de diversification sur le semestre, ainsi qu'à l'intégration de Metro France.

Au premier semestre 2012, le **résultat opérationnel** du Groupe s'établit à 134 millions d'euros, soit un recul de 53 millions d'euros par rapport au premier semestre 2011 (-28 %). Le taux de marge opérationnelle courante s'établit à 10,3 %, en ligne avec le taux de marge de l'année 2011 (10,8 %).

Au deuxième trimestre 2012, le résultat opérationnel du Groupe s'établit à 78 millions d'euros, en retrait de 47 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2011. Le taux de marge opérationnelle du deuxième trimestre atteint 11,6 %.

Le **résultat net part du groupe** du premier semestre 2012 s'élève à 94 millions d'euros contre 119 millions d'euros au premier semestre 2011.

Faits marquants du semestre

- ❖ Le groupe TF1 conserve une position sans équivalent sur la télévision en clair avec des parts d'audience cumulées de 28,4 % pour TF1, TMC et NT1 sur les Individus âgés de 4 ans et plus et de 32 % sur les Femmes de moins de 50 ans Responsables des Achats,
- ❖ Le 27 mars 2012, suite à l'appel à candidature pour l'attribution de six nouvelles fréquences TNT, le CSA sélectionne notamment HD1, projet de TF1 pour une chaîne dédiée à la création sous toutes ses formes, permettant ainsi au groupe d'obtenir une quatrième licence TNT gratuite et d'enrichir son offre gratuite multi-chaîne.

1. Antennes France

a. Chaîne TF1

Sur les six premiers mois de l'année, la chaîne TF1 réalise une part d'audience de 22,7 % sur les Individus âgés de 4 ans et plus, et 25,3 % sur les Femmes de moins de 50 ans Responsables des Achats. Elle obtient 44 des 50 meilleures audiences du semestre.

A fin juin 2012, le coût de la grille de la chaîne TF1 s'élève à 477 millions d'euros, à comparer à 424 millions d'euros un an plus tôt, soit une hausse de 53 millions d'euros, qui s'explique principalement par :

- une hausse de 32 millions d'euros au premier trimestre, notamment en raison d'éléments non récurrents ;
- une hausse de 21 millions d'euros, au deuxième trimestre, en lien avec la diffusion sur cette période de 8 matches de l'UEFA Euro 2012 pour 22 millions d'euros. Le coût par match de cette compétition est inférieur à celui de la précédente édition, qui avait eu lieu en 2008.

Hors évènement sportif, le coût de grille du deuxième trimestre 2012 est en baisse de 1 million d'euros (- 0,5 %).

Sur le premier semestre 2012, le chiffre d'affaires de la chaîne TF1 est en retrait de 6 % à 716 millions d'euros, dont 713 millions d'euros de chiffre d'affaires publicitaire (- 5,9 %). Cette baisse résulte de la dégradation de l'environnement économique qui pèse sur les décisions d'investissement des annonceurs. Une politique commerciale d'accompagnement des clients du Groupe dans cette période difficile a été mise en place afin de soutenir la demande.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel de la chaîne TF1 à fin juin 2012 s'élève à 63 millions d'euros, et le taux de marge opérationnelle s'élève à 8,8 %, notamment en raison de la diffusion de l'Euro 2012 au deuxième trimestre. Pour mémoire, en 2011, l'évènement sportif de l'année (Coupe du Monde de Rugby) avait été diffusé aux troisième et quatrième trimestres.

b. Autres activités

Au premier semestre 2012, **Téléshopping** génère un chiffre d'affaires de 56 millions d'euros contre 54 millions d'euros un an plus tôt, soit une hausse de 4 %. Cette évolution favorable s'explique principalement par le dynamisme retrouvé sur l'enseigne principale ainsi que par les bonnes performances des magasins et du site de e-commerce Place des Tendances.

La rentabilité s'améliore fortement sur le premier semestre de l'année, avec un résultat opérationnel qui atteint 7 millions d'euros, fruit des succès commerciaux ainsi que de la maîtrise des coûts et d'une base de comparaison favorable, liée notamment aux conséquences, au premier semestre 2012, de la cession, un an plus tôt, de 1001 Listes.

Le chiffre d'affaires des **chaînes thématiques** s'établit au premier semestre 2012 à 163 millions d'euros, soit une augmentation de 2 % en un an. La croissance est tirée par les performances des chaînes gratuites, et en particulier de NT1 qui réalise un premier semestre dynamique.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 18 millions d'euros sur le premier semestre 2012, en recul de 10 millions d'euros par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par la hausse des coûts de grille des chaînes en clair (qui affichent toutefois de bonnes performances d'audience), pour renforcer les programmes, et de LCI (eu égard à une actualité dense), ainsi que par la baisse des revenus publicitaires sur Eurosport France.

TF1 Entreprises enregistre sur les six premiers mois de l'année 2012 un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros, en hausse de + 5 % par rapport aux six premiers mois de l'année précédente. TF1 Entreprises a notamment bénéficié des succès des productions musicales 2012 et de la poursuite de la dynamique des productions 2011. Les partenariats spectacles ainsi que les Licences sont également bien orientés. Le résultat opérationnel courant ressort à 2 millions d'euros à fin juin 2012, en recul sur un an, le premier semestre 2011 ayant bénéficié de la vente des jeux à gratter Mille Bornes de la Française des Jeux.

e-TF1 réalise un très bon premier semestre 2012 sur l'ensemble de ses activités, qu'il s'agisse de l'interactivité Antenne ou de MYTF1, avec un chiffre d'affaires en progression de 30 % à 50 millions d'euros, et un résultat opérationnel courant multiplié par 3 en un an, passant de 3 millions d'euros à fin juin 2011 à 9 millions d'euros au 30 juin 2012. Ce succès tant en termes d'audience, de chiffre d'affaires que de rentabilité démontre à nouveau la pertinence de la stratégie digitale de TF1.

2. Droits Audiovisuels

Le pôle **Catalogue** enregistre un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros, contre 12 millions d'euros un an plus tôt, soit une progression de 58 %. Cette évolution favorable est due tant aux films sortis en salles qu'aux ventes de produits de catalogue.

A fin juin 2012, le chiffre d'affaires de l'activité **Vidéo** affiche une croissance de 20 % à 46 millions d'euros, notamment grâce au succès de la sortie en DVD des films *Intouchables* et *Polisse*, ainsi qu'à la progression des ventes de VoD (vidéo à la demande).

Le résultat opérationnel courant s'élève à 5 millions d'euros, en hausse de 16 millions d'euros par rapport à l'année précédente. Cette forte progression s'explique par la hausse du chiffre d'affaires sur le semestre, ainsi que par l'absence en 2012 d'une provision relative au litige *Miracle à Santa Anna*, qui avait été comptabilisée au premier semestre 2011.

3. Antennes Internationales

Le chiffre d'affaires des Antennes Internationales (Eurosport International) est en progression de 10 % à 191 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette hausse du chiffre d'affaires résulte du dynamisme des audiences et de la croissance des revenus publicitaires, liée à la richesse et l'attractivité du calendrier sportif proposé. Elle résulte également de la progression des recettes abonnements d'autre part.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 27 millions d'euros, en recul de 1 million d'euros par rapport à l'année précédente, en raison du renforcement de la programmation et de l'activité commerciale. La marge opérationnelle reste forte à 14,1 % sur le premier semestre. La marge du deuxième trimestre 2012 ressort à 20,4 %, contre 19,7 % il y a un an.

Perspectives

Face à une conjoncture dégradée et à un environnement concurrentiel en évolution, le groupe TF1 continue à s'adapter en 2012. Le groupe déploie ainsi la deuxième phase de son plan d'optimisation, au travers notamment d'une intensification des réductions de coûts et d'une revue des processus et des organisations.

Le groupe confirme l'hypothèse de stabilité de son chiffre d'affaires consolidé pour l'année 2012, ainsi que son objectif de 930 millions d'euros de coût de grille en moyenne sur 2012 et 2013.

Source : Médiamétrie

Objectif de chiffre d'affaires 2012

(en millions d'euros)	2011	Objectif 2012	Variation
Chiffre d'affaires	2 620	2 620	=

Bouygues Telecom

Bouygues Telecom est le troisième opérateur en France de services de communications électroniques Mobile, Fixe, TV et Internet.

Chiffres clés

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre		Variation
	2011	2012	
Chiffre d'affaires	2 866	2 676	- 7 %
Chiffre d'affaires réseau	2 575	2 386	- 7 %
EBITDA	665	559	- 106 M€
<i>EBITDA / chiffre d'affaires réseau</i>	<i>25,8 %</i>	<i>23,4 %</i>	<i>- 2,4 pts</i>
Résultat opérationnel courant	331	148	- 183 M€
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>11,5 %</i>	<i>5,5 %</i>	<i>- 6,0 pts</i>
Résultat net part du Groupe	213	92	- 121 M€
Cash-flow libre	197	90*	- 107 M€

(*) avant prise en compte de l'investissement dans les fréquences 4G (687 millions d'euros)

Dans un contexte de concurrence accrue observée sur le marché Mobile depuis début 2012 (arrivée du 4^{ème} opérateur et baisse des prix des offres), le chiffre d'affaires s'élève à 2 676 millions d'euros au premier semestre 2012 et le chiffre d'affaires réseau s'élève à 2 386 millions d'euros, tous deux en baisse de 7 % par rapport au premier semestre 2011. L'accélération de la baisse du chiffre d'affaires au deuxième trimestre (-10%) reflète, dans le Mobile, la mise en place des nouveaux tarifs et le recul du parc clients, alors que le chiffre d'affaires du Haut débit Fixe est en croissance de 40%.

L'EBITDA est en baisse de 106 millions d'euros. Il est essentiellement impacté par la baisse du différentiel des terminaisons d'appel à hauteur de 99 millions d'euros.

La marge opérationnelle est impactée par la baisse de l'EBITDA ainsi que par la hausse des dotations aux amortissements, consécutive au développement de l'activité Fixe, et par les provisions.

Pour rappel, les box sont immobilisées, tout comme les frais d'accès aux services versés à France Télécom.

Le cash-flow libre s'élève à 90 millions d'euros au premier semestre 2012, hors investissement dans les fréquences 4G (687 millions d'euros). Il est en baisse de 107 millions d'euros du fait de la hausse des investissements, notamment sur le Haut et Très Haut Débit Fixe, et de la baisse de la capacité d'autofinancement résultant de la diminution de l'EBITDA.

Bouygues Telecom poursuit sa croissance dans le Haut Débit Fixe avec 1,4 million de clients à fin juin 2012. Au premier semestre 2012, Bouygues Telecom a conquis 158 000 nouveaux clients Haut Débit Fixe. L'impact commercial de la Box Sensation est attendu à partir du 3^{ème} trimestre 2012.

Après une perte nette de 379 000 clients au 1^{er} trimestre 2012 consécutive à l'arrivée du 4^{ème} opérateur sur le marché Mobile, les nouvelles offres mises en place par Bouygues Telecom permettent une amélioration des tendances sur le 2^{ème} trimestre 2012 avec une perte nette réduite à 71 000 clients, recouvrant une croissance nette de 55 000 clients Forfait. Au 30 juin 2012, Bouygues Telecom compte 10 854 000 clients Mobile.

Faits marquants du semestre

Activité commerciale

Dans un contexte particulièrement agité, Bouygues Telecom a su anticiper et adapter sa stratégie d'innovation marketing :

- modification dès le 16 janvier 2012 des offres B&You, forfaits sans engagement disponibles uniquement sur le web, avec un ajustement des prix à la baisse,
- simplification de la gamme de forfaits Eden à partir du 19 mars et révision des prix à la baisse,
- Bbox Sensation disponible dans ses versions Fibre et ADSL depuis le 18 juin au prix unique de 37,90 €/mois. Cette nouvelle box fournit une offre de divertissement toujours plus riche grâce à une nouvelle interface HD plus fluide, un large catalogue de VOD et un service de jeux en streaming (cloud gaming),
- partenariat avec Devicescape pour permettre aux clients Bouygues Telecom de se connecter automatiquement et gratuitement à plus de 8 millions de hotspots wifi gratuits dans le monde, en complément du réseau 3G+.

Bouygues Telecom continue de placer le client au centre de ses préoccupations :

- Bouygues Telecom et Darty, qui partagent la même motivation pour la satisfaction du client, ont signé un accord de distribution le 24 juillet 2012 prévoyant :
 - ✓ la distribution par Darty dans ses 226 magasins de l'ensemble des offres Fixe et Mobile de Bouygues Telecom,
 - ✓ la réalisation par Darty du service client des offres Bouygues Telecom souscrites dans ses magasins,
 - ✓ l'acquisition par Bouygues Telecom de Darty Telecom, confirmant ainsi sa volonté d'accélérer sa croissance sur le marché du Fixe.
- La qualité de la relation clients reste la priorité de Bouygues Telecom qui, pour la deuxième année consécutive, est N° 1 de la relation client en internet-fixe.

Le label Top Employeurs, reçu pour la troisième année consécutive, récompense la politique RH menée par l'entreprise autour de 3 piliers : le respect, la confiance et l'équité.

Réseaux

Bouygues Telecom couvre 95 % de la population française en 3G + à fin juin 2012 et offre des débits allant jusqu'à 42 Mbit/s (soit près de 6 fois plus rapides que ceux de la 3G+ actuelle) à la moitié de la population française.

Par ailleurs, Bouygues Telecom a commencé le déploiement de son réseau 4G en mars 2012. Dès le mois de juin, plus de 300 personnes ont été choisies, dans la ville-pilote de Lyon, pour tester la 4G dans des conditions réelles. L'ouverture du réseau commercial 4G est prévue pour début 2013 et permettra de répondre à la croissance très soutenue du trafic data.

Bouygues Telecom a signé en début d'année un accord avec France Télécom-Orange pour le déploiement de la fibre optique en zones moins denses et en zones très denses. Cet accord complète ceux conclus précédemment avec d'autres partenaires (SFR, Numericable) et permettra à Bouygues Telecom de proposer ses offres Très Haut Débit Fixe à potentiellement plus de 13 millions de foyers.

Contexte réglementaire

Au 1^{er} juillet 2012, les terminaisons d'appel Voix et SMS ont baissé de 33 % chacune pour atteindre respectivement 1 centime d'euro la minute et 1 centime d'euro par SMS.

Environnement

Réseau Clubs Bouygues Telecom est doublement récompensé pour son nouveau concept de boutiques « Connect » en recevant le Janus du commerce 2011 et la mention éco-design. Ces distinctions récompensent ainsi un parcours client réinventé pour les clients au sein des clubs et s'inscrivant dans la démarche globale de développement durable du Groupe Bouygues. Depuis septembre 2011, 45 des 650 clubs ont été agencés selon ce nouveau concept.

Perspectives

Bouygues Telecom est confronté à une évolution profonde du marché Mobile, entraînant une baisse significative de ses performances financières. La baisse de la contribution Mobile s'est en effet accélérée au second trimestre 2012 en lien avec la diminution du parc Mobile enregistrée au 1^{er} trimestre 2012 et la propagation des nouveaux tarifs dans la base de clients. Cette baisse de contribution va continuer de peser sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA. Bouygues Telecom attend en conséquence un chiffre d'affaires en baisse de 10 % à 5 180 millions d'euros, y compris l'intégration de Darty Telecom, et un EBITDA à environ 900 millions d'euros¹ sur l'année 2012. Dans ce contexte, un plan d'adaptation concernant la réduction des coûts commerciaux et des coûts d'exploitation de l'activité Mobile est en cours. Le coût de ce plan est estimé à 150 millions d'euros sur 2012 et il devrait permettre d'atteindre un objectif de 300 millions d'euros d'économies en 2013.

Ce plan d'adaptation comprend entre autres un projet de plan de départs volontaires de 556 collaborateurs, qui a été présenté aux partenaires sociaux début juillet 2012.

Les premiers impacts positifs de ce plan d'adaptation sont visibles dès le premier semestre 2012 avec une économie de 94 millions d'euros sur l'activité Mobile enregistrée au premier semestre 2012.

(1) Hors coût du plan d'adaptation

Objectif de chiffre d'affaires 2012

(en millions d'euros)	2011	Objectif 2012	Variation
Chiffre d'affaires	5 741	5 180	- 10 %

Alstom

Alstom, détenu à 30,7 % par Bouygues, est un des leaders mondiaux dans les infrastructures de production et de transmission d'électricité, ainsi que dans celles du transport ferroviaire. Alstom Transport est le premier constructeur mondial de trains à grande et très grande vitesse et le second pour le transport urbain et les trains régionaux. Alstom fournit des centrales intégrées clés en mains, des équipements et différents services associés pour différentes sources d'énergie, dont l'hydroélectricité, le nucléaire, le gaz, le charbon et l'éolien. Il propose une vaste gamme de solutions pour la transmission d'électricité, en particulier dans le domaine des réseaux "intelligents" (smart grids). Au 31 mai 2012, Alstom employait 92 600 salariés dans une centaine de pays.

Des résultats 2011/12 conformes aux prévisions avec un niveau élevé de commandes

Alstom a publié le 4 mai 2012 ses comptes annuels de l'exercice 2011/12, clos le 31 mars 2012. Au cours de cet exercice, Alstom a réalisé un chiffre d'affaires de 19,9 milliards d'euros et un résultat opérationnel de 1 406 millions d'euros, soit une marge opérationnelle de 7,1 %. Le résultat net a atteint 732 millions d'euros. Il est en hausse de 58 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui avait été impacté par des charges de restructuration élevées destinées à ajuster les capacités des Secteurs Thermal Power et Transport en Amérique du Nord et en Europe. Les prises de commandes, à 21,7 milliards d'euros, ont augmenté de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Le cash flow libre s'est fortement redressé au second semestre 2011/12, au cours duquel il est redevenu positif à 341 millions d'euros, après avoir été négatif de 914 millions d'euros sur les six premiers mois. Pour l'exercice entier, le cash flow libre s'est établi à (573) millions d'euros.

Les résultats de l'exercice 2011/12 traduisent une bonne performance commerciale avec des commandes supérieures au chiffre d'affaires sur chaque trimestre. Avec 6,6 milliards d'euros de nouveaux contrats, le quatrième trimestre a été particulièrement soutenu. Le chiffre d'affaires (19,9 milliards d'euros) a progressé au cours de l'année fiscale, à partir du point bas du premier trimestre, avec une amélioration prononcée au dernier trimestre.

La reprise des commandes s'est appuyée sur de nombreux succès remportés dans les pays émergents (60 % du montant total des commandes) dont les taux de croissance sont restés très supérieurs à ceux des pays industrialisés. Au 31 mars 2012, le carnet de commandes représentait près de 50 milliards d'euros, soit environ 30 mois de chiffre d'affaires.

Au cours de l'exercice, Alstom a continué à s'adapter à l'évolution géographique de ses marchés tout en franchissant des étapes importantes dans les domaines de la technologie et de l'innovation. Alstom a su tirer le meilleur parti de sa présence à l'international et s'est attaché à renforcer sa stratégie de partenariats.

Par ailleurs, les dépenses de recherche et développement ont été maintenues à un niveau élevé pour permettre à Alstom de rester à la pointe de la technologie.

L'assemblée générale d'Alstom, réunie le 26 juin 2012, a approuvé le versement d'un dividende de 0,80 euro par action, en augmentation de 29 % par rapport au dividende versé l'année précédente.

Événements récents

Le 19 juillet 2012, Alstom a publié son chiffre d'affaires du premier trimestre de l'exercice 2012/13 (du 1^{er} avril au 30 juin 2012). Au cours de cette période, Alstom a enregistré 6 milliards d'euros de commandes, en hausse de 20 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires, à 4,8 milliards d'euros, a progressé de 6 %.

Au cours de ce premier trimestre, le secteur Thermal Power a remporté 2,5 milliards d'euros de commandes, dont une importante centrale à gaz en Israël. Le secteur Transport a enregistré 1 milliard d'euros de contrats portant sur de nombreux projets de moyenne taille notamment en Europe. Les commandes du secteur Grid ont été de 1 milliard d'euros. Le secteur Renewable Power a remporté des contrats de taille modeste pour 0,2 milliard d'euros. La demande reste tirée par les marchés émergents, qui ont représenté plus de 50 % de la totalité des contrats enregistrés au cours du trimestre.

La croissance du chiffre d'affaires du premier trimestre 2012/13 par rapport à la même période de l'exercice précédent est liée à la progression des ventes de Power Thermal et de Transport, tandis que celles de Grid sont stables et celles de Renewable Power temporairement en baisse.

Le carnet de commandes s'établissait à 51 milliards d'euros au 30 juin 2012, représentant 30 mois de ventes.

Perspectives

La structure financière d'Alstom est solide. Le chiffre d'affaires devrait progresser de plus de 5 % par an au cours des trois prochaines années. La marge opérationnelle devrait connaître une amélioration progressive et se situer autour de 8 % au cours de l'exercice 2014/15. Enfin, le cash flow libre devrait être positif au cours de chacune des trois prochaines années.

II – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2012

Le présent rapport contient des informations à caractère prévisionnel. Ces informations, qui expriment des objectifs établis sur la base des appréciations et estimations actuelles, restent subordonnées aux facteurs de risques et incertitudes exposés ci-après.

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au cours du second semestre 2012 sont de même nature que ceux présentés dans le document de référence 2011 (pages 136 à 155).

III – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au cours du premier semestre 2012, aucune transaction entre parties liées de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues n'a été conclue ; de même, aucune modification des transactions entre parties liées, de nature à influencer significativement sur la situation financière ou les résultats de Bouygues, n'est intervenue au cours de cette période. Conformément aux dispositions des conventions approuvées par le conseil d'administration et par l'assemblée générale des actionnaires, Bouygues a fourni des prestations de services aux différents sous-groupes, principalement dans le domaine du management, des ressources humaines, de l'informatique et de la finance.

Les données chiffrées relatives aux transactions entre parties liées figurent dans la note 12 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.

IV – EVENEMENTS RECENTS

Début juillet 2012, Bouygues Construction a signé un contrat de concession pour la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance d'un axe routier de 6,4 km en Côte d'Ivoire. Ce projet, dont les travaux représentent un montant total de 232 millions d'euros, est une des toutes premières concessions d'Afrique de l'Ouest.

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

BILAN CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2012

Millions d'euros

ACTIF	06/2012 Net	12/2011 Net	06/2011 Net
Immobilisations corporelles	6 552	6 542	6 144
Immobilisations incorporelles	1 882	1 209	966
Goodwill ⁽¹⁾	5 628	5 580	5 552
Entités associées ⁽²⁾	5 272	5 085	5 062
Autres actifs financiers non courants	663	770	801
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	252	256	235
Actif Non Courant	20 249	19 442	18 760
Stocks / programmes / droits de diffusion	2 977	2 727	2 811
Avances et acomptes versés sur commandes	482	390	441
Clients et comptes rattachés	7 542	6 739	7 532
Actif d'impôt (exigible)	166	121	137
Autres créances courantes	2 437	2 050	2 257
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 168	3 415	3 303
Instruments financiers ⁽³⁾	21	23	10
Autres actifs financiers courants	15	15	24
Actif Courant	15 808	15 480	16 515
Actifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession			
Total Actif	36 057	34 922	35 275

PASSIF	06/2012	12/2011	06/2011
Capitaux propres			
- Capital social	315	315	366
- Primes et réserves	7 404	6 907	8 591
- Réserve de conversion	100	69	(24)
- Actions propres détenues			(324)
- Résultat consolidé de l'exercice	278	1 070	391
Capitaux propres (part du Groupe)	8 097	8 361	9 000
Intérêts minoritaires	1 275	1 317	1 253
Capitaux propres	9 372	9 678	10 253
Dettes financières non courantes	6 888	6 807	6 835
Provisions non courantes	1 972	1 865	1 872
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	214	203	130
Passif Non Courant	9 074	8 875	8 837
Avances et acomptes reçus	1 513	1 574	1 452
Dettes financières courantes	1 015	216	268
Impôts courants	56	136	111
Fournisseurs et comptes rattachés	7 236	6 826	6 629
Provisions courantes	777	831	853
Autres passifs courants	6 455	6 445	6 306
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	464	239	530
Instruments financiers ⁽³⁾	37	38	21
Autres passifs financiers courants	58	64	15
Passif Courant	17 611	16 369	16 185
Passifs disponibles à la vente ou activités en cours de cession			
Total Passif	36 057	34 922	35 275
Endettement financier net (passif)	(6 215)	(3 862)	(4 341)

⁽¹⁾ Goodwill des entités intégrées

⁽²⁾ Mises en équivalence (y compris goodwill s'y rattachant)

⁽³⁾ Couverture des dettes financières en juste valeur

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	Millions d'euros				
	1 ^{er} semestre		2 ^{ème} trimestre		Exercice
	2012	2011	2012	2011	2011
CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾	15 505	15 214	8 520	8 528	32 706
<i>Autres produits de l'activité</i>	50	58	27	19	139
<i>Achats consommés</i>	(7 161)	(6 624)	(3 947)	(3 755)	(14 847)
<i>Charges de personnel</i>	(3 516)	(3 398)	(1 824)	(1 753)	(6 778)
<i>Charges externes</i>	(3 580)	(3 554)	(1 887)	(1 869)	(7 501)
<i>Impôts et taxes</i>	(328)	(320)	(159)	(162)	(653)
<i>Dotations nettes aux amortissements</i>	(712)	(664)	(388)	(355)	(1 411)
<i>Dotations nettes aux provisions et dépréciations</i>	(174)	(157)	(112)	(69)	(387)
<i>Variations des stocks de production et de promotion immobilière</i>	56	(47)	(30)	(101)	(22)
<i>Autres produits d'exploitation ⁽²⁾</i>	591	576	331	304	1 288
<i>Autres charges d'exploitation</i>	(255)	(332)	(137)	(188)	(715)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	476	752	394	599	1 819
<i>Autres produits opérationnels</i>					38
<i>Autres charges opérationnelles</i>					
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	476	752	394	599	1 857
<i>Produits financiers</i>	28	42	15	25	82
<i>Charges financières</i>	(170)	(176)	(78)	(85)	(359)
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(142)	(134)	(63)	(60)	(277)
<i>Autres produits financiers</i>	32	35	23	25	55
<i>Autres charges financières</i>	(24)	(37)	(14)	(22)	(68)
<i>Charge d'impôt</i>	(130)	(223)	(125)	(194)	(528)
<i>Quote-part du résultat net des entités associées</i>	131	91	69	67	198
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	343	484	284	415	1 237
<i>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</i>					
RÉSULTAT NET	343	484	284	415	1 237
Résultat net part du Groupe	278	391	243	357	1 070
<i>Résultat net part des intérêts minoritaires</i>	65	93	41	58	167
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES PAR ACTION (en euros)	0,88	1,10	0,77	1,00	3,06
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES DILUÉ PAR ACTION (en euros)	0,88	1,09	0,77	1,00	3,06
⁽¹⁾ dont chiffre d'affaires réalisé à l'international (CA export inclus)	4 775	4 215	2 816	2 537	10 105
⁽²⁾ dont reprises de provisions / dépréciations non utilisées et divers	182	165	117	72	375

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

Millions d'euros

	1 ^{er} Semestre 2012	1 ^{er} Semestre 2011	Exercice 2011
Résultat net de la période	343	484	1 237
Éléments non recyclables en résultat net			
Gains / pertes actuariels sur avantages du Personnel (IAS19 révisée)	(69)	(1)	27
Variation de la réserve de réévaluation			
Impôts nets sur opérations en capitaux propres non recyclables en résultat net	22	(1)	(11)
Quote-part des produits et charges non recyclables des entités associées ⁽¹⁾	(17)	42	(30)
Éléments recyclables en résultat net			
Variation des écarts de conversion sur sociétés contrôlées	17	(18)	62
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture et autres actifs financiers (AFS ...)	(6)	12	(69)
Impôts nets sur opérations en capitaux propres recyclables en résultat net	4	1	12
Quote-part des produits et charges recyclables des entités associées ⁽¹⁾	5	(8)	(19)
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	(44)	27	(28)
Produits et charges nets comptabilisés	299	511	1 209
Dont part Groupe	234	423	1 040
Dont part des minoritaires	65	88	169

⁽¹⁾ Concerne Alstom pour l'essentiel (Mise en équivalence)

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2012

Millions d'euros

PART GROUPE	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital / Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Réserve de conversion	Actions autocontrôle de l'entreprise	Opérations affectées directement en capitaux propres	TOTAL GROUPE	Intérêts minoritaires	TOTAL
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2010	2 711	2 273	4 574	8	(155)	(94)	9 317	1 290	10 607
MOUVEMENTS 1^{er} semestre 2011									
<i>Opérations nettes sur capital et réserves</i>	10	294	(294)				10	1	11
<i>Acquisitions / cessions d'actions propres</i>					(169)	(3)	(172)		(172)
<i>Acquisitions / cessions sans perte de contrôle</i>						(19)	(19)		(19)
<i>Distribution</i>			(570)				(570)	(123)	(693)
<i>Autres opérations avec les actionnaires</i>							0		0
<i>Résultat net de la période</i>			391				391	93	484
<i>Produits et charges comptabilisés ^(b)</i>				(32)		64	32	(5)	27
<i>Résultat net et produits et charges comptabilisés</i>	0	0	391	(32)	0	64	423	88	511
<i>Changement de périmètre et divers</i>			(1)			12	11	(3)	8
SITUATION AU 30 JUIN 2011	2 721	2 567	4 100	(24)	(324)	(40)	9 000	1 253	10 253
MOUVEMENTS DE JUILLET À DÉCEMBRE 2011									
<i>Opérations nettes sur capital et réserves</i>	(1 567)	30	(30)		1 574	(9)	(2)	5	3
<i>Acquisitions / cessions d'actions propres</i>					(1 250)		(1 250)		(1 250)
<i>Acquisitions / cessions sans perte de contrôle</i>				4		(16)	(12)		(12)
<i>Distribution</i>							0	(1)	(1)
<i>Autres opérations avec les actionnaires</i>			19				19		19
<i>Résultat net de la période</i>			679				679	74	753
<i>Produits et charges comptabilisés ^(b)</i>				89		(151)	(62)	7	(55)
<i>Résultat net et produits et charges comptabilisés</i>	0	0	679	89	0	(151)	617	81	698
<i>Autres opérations (changements de méthode, périmètre et divers)</i>			(9)			(2)	(11)	(21)	(32)
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2011	1 154	2 597	4 759	69	0	(218)	8 361	1 317	9 678
MOUVEMENTS 1^{er} semestre 2012									
<i>Opérations nettes sur capital et réserves</i>		304	(335)			31	0		0
<i>Acquisitions / cessions d'actions propres</i>						1	1		1
<i>Acquisitions / cessions sans perte de contrôle</i>						(2)	(2)		(2)
<i>Distribution</i>			(504)				(504)	(102)	(606)
<i>Autres opérations avec les actionnaires</i>			6				6		6
<i>Résultat net de la période</i>			278				278	65	343
<i>Produits et charges comptabilisés ^(b)</i>				31		(75)	(44)		(44)
<i>Résultat net et produits et charges comptabilisés</i>	0	0	278	31	0	(75)	234	65	299
<i>Autres opérations (changements de méthode, périmètre et divers)</i>		1					1	(5)	(4)
SITUATION AU 30 JUIN 2012	1 154	2 902	4 204	100	0	(263)	8 097	1 275	9 372

^(a) Réserve de conversion

	Groupe	Minoritaires	Total
Sociétés contrôlées	17		17
Entités associées	14		14
	<u>31</u>	<u>0</u>	<u>31</u>

^(b) Voir état des charges et produits comptabilisés

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOUYGUES

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Millions d'euros

	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Exercice 2011
I - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
<u>Capacité d'autofinancement :</u>			
Résultat net des activités poursuivies	343	484	1 237
QP de résultat effective revenant aux entités associées	(25)	(1)	(84)
Annulation des dividendes (sociétés non consolidées)	(5)	(9)	(14)
Dotations (reprises) aux amortissements, dépréciations et provisions non courantes	716	683	1 454
Plus et moins values de cessions d'actifs	(24)	(15)	(77)
Charges calculées diverses	(3)	3	4
S/total	1 002	1 145	2 520
Coût de l'endettement financier net	142	134	277
Charge d'impôts de la période	130	223	528
<u>Capacité d'autofinancement</u>	1 274	1 502	3 325
Impôts décaissés sur la période	(265)	(189)	(399)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	(935)	(1 305)	(56)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	74	8	2 870
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 358)	(695)	(2 056)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	62	44	170
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	(247)	(101)	118
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(13)	(41)	(63)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés			2
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés			35
<u>Incidences des variations de périmètre</u>			
Prix d'acquisition des activités consolidées	(27)	(43)	(86)
Prix de cession des activités consolidées	1	20	33
Dettes nettes sur activités consolidées	(34)		(1)
Autres variations de périmètre sur trésorerie	10	1	24
Autres flux liés aux opérations d'investissements (var. prêts, dividendes reçus s/NC)	(73)	(104)	(53)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(1 679)	(919)	(1 877)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital versées, mouvements sur actions propres et autres opérations entre actionnaires	(17)	(104)	(1 377)
<u>Dividendes mis en paiement au cours de la période :</u>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(504)	(570)	(570)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(102)	(123)	(124)
Variation des dettes financières	864	(639)	(768)
Coût de l'endettement financier net	(142)	(134)	(277)
Autres flux liés aux opérations de financement	6	1	(9)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	105	(1 569)	(3 125)
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES	28	(29)	26
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (A+B+C+D)	(1 472)	(2 509)	(2 106)
Trésorerie nette au 1 ^{er} Janvier	3 176	5 282	5 282
Flux nets de l'exercice	(1 472)	(2 509)	(2 106)
Autres flux non monétaires			
Trésorerie nette de clôture	1 704	2 773	3 176

II - FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS DISPONIBLES À LA VENTE OU ACTIVITÉS EN COURS DE CESSION

Trésorerie nette au 1^{er} janvier

Flux nets de la période

Trésorerie nette de clôture

⁽¹⁾ Définition de la variation du BFR d'activité : Actif courant - passif courant (hors impôts décaissés présentés séparément)

SOMMAIRE

*(Chiffres exprimés en millions d'euros,
sauf mention contraire)*

NOTES

1. **Faits significatifs du semestre**
2. **Principes et méthodes comptables du Groupe**
3. **Actif non courant**
4. **Actif courant**
5. **Information sur les capitaux propres consolidés**
6. **Provisions non courantes et courantes**
7. **Dettes financières non courantes et courantes**
8. **Principaux éléments de variation de l'endettement net**
9. **Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité**
10. **Charge d'impôt**
11. **Information sectorielle**
12. **Informations sur les parties liées**
13. **Principaux taux de conversion**

----- ○ -----

Déclaration de conformité :

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés de Bouygues et de ses filiales (le « Groupe ») au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Ils ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par l'ancien International Financial Committee (« IFRIC »), à présent appelé IFRS Interpretations Committee ou émises par l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 30 juin 2012, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne à l'exception de l'amendement IAS 1 sur la présentation de l'état des charges et produits comptabilisés, entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 6 juin 2012.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) :

- ✓ le bilan,
- ✓ le compte de résultat et l'état des charges et produits comptabilisés,
- ✓ le tableau de variation des capitaux propres,
- ✓ le tableau des flux de trésorerie,
- ✓ l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

1.1. PÉRIMÈTRE AU 30 JUIN 2012

Au 30 juin 2012, le périmètre comprend 1 111 entités contre 1 132 à fin 2011. La réduction nette de (21) entités concerne principalement Bouygues Immobilier (déconsolidations en fin de programme de SCI / SNC, etc.) et Colas (consolidation de sociétés du groupe Servant, fusion, etc.).

	JUIN 2012	DÉCEMBRE 2011
Intégrations globales	851	865
Intégrations proportionnelles	198	206
Mises en équivalence	62	61
	1 111	1 132

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS DU PREMIER SEMESTRE 2012

1.2.1. Faits significatifs du premier semestre 2012

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2012 sont présentées ci-après :

- Le 17 janvier 2012, Bouygues Telecom est devenue titulaire pour un montant de 683 millions d'euros d'une autorisation d'utilisation de lots de fréquences de 10 MHz dans la bande 800 MHz en France métropolitaine pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile ouvert au public, avec engagement d'accueillir des MVNO. Cette autorisation, dont la mise en service sera effective ultérieurement, est consentie pour une durée de 20 ans.
- Le 27 janvier 2012 Bouygues a levé 800 millions d'euros grâce à une émission obligataire à 10 ans et portant un coupon de 4,5 %, en prévision de remboursement d'échéances à venir. Le paiement est intervenu le 9 février 2012.

1.3. CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU PREMIER SEMESTRE 2012 :

Il s'élève à 15 505 millions d'euros, en hausse de 1,9 % par rapport à l'activité au premier semestre 2011 à 15 214 millions d'euros.

1.4. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 30 JUIN 2012

En juillet 2012, un projet de plan de départs volontaires a été annoncé par Bouygues Telecom et concerne 556 postes. Ce projet est en cours d'étude par les instances représentatives du personnel, aucune provision n'a été constituée au 30 juin 2012.

----- O -----

2.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié, implanté dans plus de 80 pays.

Les métiers s'organisent autour des pôles d'activités ci-après :

a) Construction :

- Bouygues Construction (BTP, énergie et services),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms - Médias :

- TF1 (télévision),
- Bouygues Telecom (téléphonie mobile / fixe / télévision et internet).

c) Le groupe Bouygues détient également, une participation de 30,71 % dans le groupe Alstom (Alstom Thermal Power, Alstom Renewable Power, Alstom Transport, Alstom Grid).

2.2. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues SA et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées et les coentreprises. Ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 28 août 2012.

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2012 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les IFRS ; ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

Au 30 juin 2012, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2011 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2012. De ce fait, l'ensemble des principes et méthodes comptables du Groupe n'est pas repris de manière détaillée en note 2 de l'annexe au 30 juin 2012. Les états financiers consolidés condensés à cette date doivent être examinés conjointement avec ceux établis au 31 décembre 2011.

- *Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire ou applicable par anticipation au 1^{er} janvier 2012 :*
 - **Amendement IFRS 7** : informations à fournir sur les transferts d'actifs (norme obligatoire au 1^{er} janvier 2012). Cet amendement ne modifie pas les modalités actuelles de comptabilisation des opérations de titrisation mais précise les informations devant être publiées.
 - **Amendement IAS 1** : présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI). L'amendement IAS 1, bien que non adopté par l'Europe au 31 décembre 2011, avait été appliqué par anticipation au 1^{er} janvier 2011 par le Groupe dans la mesure où il n'entraînait pas de contradiction avec des textes déjà adoptés. Il est entré en vigueur au sein de l'Union européenne le 6 juin 2012 et il est d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013.

- **Amendement IAS 19** : avantages du personnel (norme publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 6 juin 2012 et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013 avec application anticipée autorisée au 1^{er} janvier 2012). Cette norme, dont les effets attendus devraient être peu significatifs sur les capitaux propres du Groupe, n'a pas été anticipée dans les comptes consolidés semestriels clos au 30 juin 2012.
- *Principales autres normes, amendements et interprétations essentielles publiées par l'IASB, non encore approuvés par l'Union européenne.*

L'IASB a publié les principales normes et amendements suivants avant le 30 juin 2012, qui ne sont pas encore entrés en vigueur :

Norme	Date d'application IASB*	Impacts Groupe attendus
Amendement IFRS 1 : hyperinflation grave et suppression des dates d'application fixes pour les nouveaux adoptants (1)	1 ^{er} juillet 2011	Sans incidence sur les comptes
Amendement IAS 12 : impôt différés : recouvrement des actifs sous-jacents (1)	1 ^{er} janvier 2012	Sans incidence sur les comptes
IAS 28 révisée : participations dans les entreprises associées et coentreprises (1)	1 ^{er} janvier 2014	En cours d'évaluation
IAS 27 révisée : états financiers individuels (1)	1 ^{er} janvier 2014	Sans incidence sur les comptes
IFRS 10 : états financiers consolidés (1)	1 ^{er} janvier 2014	En cours d'évaluation
IFRS 11 : accords conjoints (1)	1 ^{er} janvier 2014	En cours d'évaluation
IFRS 12 : informations à fournir sur les participations dans les autres entités (1)	1 ^{er} janvier 2014	En cours d'évaluation
IFRS 13 : évaluation à la juste valeur (1)	1 ^{er} janvier 2013	En cours d'évaluation
IFRS 9 : instruments financiers classification et évaluations des actifs financiers	1 ^{er} janvier 2015	Non estimable à ce jour (projet d'adoption suspendu par l'Union européenne)

* *sauf précision contraire, applicable aux exercices ouverts à compter de la date indiquée dans cette colonne*

(1) Le 1^{er} juin 2012, l'Accounting Regulatory Committee a voté en faveur de l'adoption de ces normes par l'Union européenne et propose une application obligatoire des normes sur la consolidation au 1^{er} janvier 2014, avec une adoption anticipée au 1^{er} janvier 2013.

- Saisonnalité de l'activité

Le chiffre d'affaires et résultat opérationnel sont caractérisés par une forte saisonnalité liée à une faible activité du premier semestre, principalement chez Colas. Ce phénomène est d'amplitude variable selon les années. Conformément aux principes IFRS, le chiffre d'affaires intermédiaire est reconnu dans les mêmes conditions qu'à la clôture annuelle.

- Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill, des paiements en actions (stock-options), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actifs, et des provisions, etc.

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs. Dès lors, une information circonstanciée figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale

Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

- Au 30 juin 2012, Bouygues détient 43,65 % du capital et des droits de vote de TF1. Le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur les points ci-après :
 - Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues ;
 - la détermination par Bouygues seule des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du conseil d'administration de TF1,
- le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas notamment pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction, Colas et les sociétés immobilières de Bouygues Immobilier.

- Participations dans les sociétés associées

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20 % des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 30,71 %, et de sa représentation par deux administrateurs au conseil d'administration.

Au 30 juin 2012, la participation dans Alstom est comptabilisée dans la rubrique « Entités associées » selon la méthode de mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition (y compris goodwill) complétée des contributions de la période au résultat net.

Sur la base de la publication par Alstom le 4 mai 2012 de ses résultats de l'exercice 2011/12 et compte tenu du décalage des dates de clôture des exercices annuels d'Alstom (31 mars) et de Bouygues (31

décembre), la contribution d'Alstom au résultat net du second trimestre 2012 de Bouygues est estimé à 57 millions d'euros contre 71 millions d'euros au second trimestre 2011, soit une contribution de 114 millions d'euros pour le premier semestre 2012 (94 millions d'euros pour le premier semestre 2011).

L'amortissement des réestimations pratiquées sur le 1^{er} semestre 2012 au titre des actifs identifiables incorporels et autres d'Alstom, au compte de résultat consolidé du Groupe s'élève à (7) millions d'euros, pour la part revenant au groupe Bouygues.

- Contrats de concession et PPP (partenariats public-privé) :

Dans le groupe Bouygues Construction, les contrats de concessions et PPP sont conclus vis-à-vis de collectivités par des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation généralement inférieure à 20 % ; celles-ci ne sont pas consolidées, compte tenu du rôle effectivement limité du Groupe dans ces structures. Quant aux participations dans les sociétés concessionnaires, elles sont pour la plupart consolidées par mise en équivalence ou, à défaut, non consolidées.

- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur et font l'objet de tests d'évaluation de leur valeur.

2.4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des intérêts minoritaires :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, selon la méthode dite du « goodwill complet »),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux minoritaires, selon la méthode dite du « goodwill partiel »).

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Dans ce contexte, le goodwill représente l'excédent résiduel du coût du regroupement d'entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition, les intérêts minoritaires étant, selon le choix retenu, évalués ou non à la juste valeur (comme indiqué ci-avant). Le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les intérêts minoritaires, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS3 R, à la date de prise de contrôle, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre le prix payé ou encaissé et la valeur comptable des intérêts minoritaires est constatée directement en capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas constatation de goodwill complémentaire. Les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle. Cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise. Les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

2.5. MÉTHODE DE CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

2.5.1. Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2. États financiers des entités dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Écarts de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6. MÉTHODE D'APPRÉCIATION DES IMPOSITIONS

- Lors des clôtures intermédiaires, l'imposition des sociétés consolidées est déterminée selon les principes définis par la norme IAS 34. La charge d'impôt de chacune est prise en compte au titre de la période sur la base de la meilleure estimation du taux d'imposition annuel moyen attendu pour l'ensemble de l'exercice (sauf sociétés holding appréciées selon une imposition réelle à fin de période).
- Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs. Elles résultent :
 - des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée,
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Ces actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ; et sont revus à chaque clôture.

- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes, selon les pays. Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation, ils sont présentés en Actifs ou Passifs non courants.

2.7. ACTIF NON COURANT

2.7.1. Suivi de la valeur des actifs immobilisés et des entités associées

Des tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés et de la participation dans les entités associées sont réalisés lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

Au moins une fois par an (lors de la clôture annuelle), la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et des goodwill est comparée à leur valeur recouvrable.

Méthode de test de dépréciation de TF1, Bouygues Telecom et Colas

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent, ou dans le groupe d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'UGT est déterminée comme suit :

- Pour TF1, métier coté en Bourse et présentant une bonne liquidité : à partir du cours de Bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs après prise en compte d'une prime de contrôle, sinon par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation.
- Pour les autres métiers : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) prenant en compte les spécificités de la participation.
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à 3 ans élaboré par la direction du métier concerné, approuvé par le conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA, le cas échéant.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital en fonction du secteur d'activité concerné, en utilisant un panel de sociétés comparables.
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant, et ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

Test de dépréciation de TF1 au 30 juin 2012.

Au 30 juin 2012, suite à la dégradation du contexte économique et de ses conséquences sur le chiffre d'affaires publicitaire, un test de dépréciation de la valeur de TF1 a été effectué.

- Informations sur le test de dépréciation pratiqué pour TF1 :
 - le calcul de la valeur recouvrable de TF1 a été déterminé selon la méthode décrite ci-avant sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de 3 ans, élaborée par la direction du métier.
 - les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini raisonnable et spécifique au secteur d'activité.

- les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus au 30 juin 2012 sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE À L'INFINI
	H1(a)	H2(a)	
- TF1	9,20 %	8,20 %	2 %

(a) Selon deux hypothèses de structure d'endettement : H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres / H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

Test de dépréciation de la participation dans Alstom au 30 juin 2012

Compte tenu du fait que le goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation « Entreprise associée » n'est pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36.

Au 30 juin 2012, compte tenu de la hausse du taux d'actualisation, la valeur comptable totale de la participation dans Alstom a fait l'objet d'un test de dépréciation, en la comparant à la valeur recouvrable déterminée sur la base de prévisions établies par un panel d'analystes financiers.

- Les taux d'actualisation (wacc) et de croissance retenus au 30 juin 2012 pour Alstom sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE APPLIQUÉ SUR LES FLUX AU-DELÀ DE 5 ANS
	H1(a)	H2(a)	
ALSTOM	9,76 %	8,74 %	2 %

(a) Selon hypothèse de structure d'endettement : H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres / H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

Test de sensibilité

Pour TF1, ainsi que la participation dans Alstom, des analyses de sensibilité du calcul aux hypothèses clés (taux d'actualisation, taux de croissance, flux de trésorerie normatif) prises individuellement ou en utilisant des scénarii de variations combinées du taux d'actualisation et des flux de trésorerie normatifs, incluant des changements raisonnablement possibles de ces dernières, ont été réalisées.

Pour TF1, aucun changement raisonnablement possible n'a fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable deviendrait égale à la valeur comptable des actifs testés.

Pour Alstom, la valeur recouvrable serait égale à la valeur comptable des actifs testés dans l'hypothèse d'une hausse du taux d'actualisation de 70 points de base (H1) et 170 points de base (H2).

Conclusion

L'appréciation de la valeur recouvrable ainsi déterminée, dans les deux hypothèses de structure d'endettement et dans l'ensemble des scénarii, reste supérieure à la valeur comptable des actifs testés.

En note 3.4 de l'annexe figure le tableau présentant le prix de revient consolidé des actions cotées, en regard du cours de clôture de l'action au 29 juin 2012 (TF1 / Alstom / Colas) ; à cette date, aucun événement significatif ne vient remettre en cause les valeurs comptables présentées pour ces sociétés.

2.8. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC 2009-R-03 du 2 juillet 2009 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La capacité d'autofinancement se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant : dotations nettes aux amortissements et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.9. AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

2.9.1. EBITDA

Il correspond au résultat opérationnel corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations (après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

2.9.2. Cash-flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

2.9.3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie,
- soldes créditeurs de banque,
- dettes financières non courantes et courantes,
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2.10. ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

Le Groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

2.11. COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers présentés au 30 juin 2012 et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 30 juin 2011.

Le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2012 par la société Leadbitter (Bouygues Construction), acquisition de fin mars 2011, s'élève à 236 millions d'euros (121 millions d'euros au premier semestre 2011).

----- 0 -----

NOTE 3 ACTIF NON COURANT

3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

6 552

NET	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
30/06/2012	1 383	3 822	886	461	6 552
dont locations financements	12	42	10		64
31/12/2011	1 384	3 791	916	451	6 542
dont locations financements	14	42	4		60

Les immobilisations corporelles et incorporelles nettes par métier sont détaillées en note 11 : "Information sectorielle".

3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

1 882

NET	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
30/06/2012	46	714	1 122^(a)	1 882
31/12/2011	48	714	447	1 209

a) Dont Bouygues Telecom : 932 d'autorisation de fréquences en immobilisations en cours [investissement de 704 sur 2012 dont 683 d'investissements et 21 de capitalisation de frais financiers (dont 4 comptabilisé chez Bouygues Telecom)]

3.3 GOODWILL

5 628

3.3.1. Evolution de la valeur nette de la rubrique au 30 juin 2012

(hors goodwill sur entités associées → voir note 3.5)

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
31/12/2011	5 645	(65)	5 580
Acquisitions, cessions, réévaluations et divers	39		39
Variations de change	9		9
Dépréciations			
30/06/2012	5 693	(65)	5 628

3.3.2. Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

Métiers	30/06/2012		31/12/2011	
	Total	% Bouygues	Total	% Bouygues
Bouygues Construction (filiales) ^(a)	414	99,97%	388	99,97%
Colas ^(b)	1 091	96,55%	1 069	96,55%
TF1 ^(b)	1 458	43,65%	1 458	43,59%
Bouygues Telecom ^(b)	2 664	89,55%	2 664	89,55%
Autres	1		1	
Total	5 628		5 580	

(a) Goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) Goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau de Bouygues SA sur l'UGT

3.4 PRIX DE REVIENT CONSOLIDÉ DES ACTIONS COTÉES (EN EUROS)

	Prix de revient consolidé par action au 30 juin 2012	Cours de clôture de l'action au 29 juin 2012
TF1	13,55	6,29 ^(a)
Colas	90,21	104,00
Alstom ^(b)	51,17	24,93

(a) 7,23 euros après prise en compte d'une prime de contrôle

(b) Voir note 2 / § 2.7

3.5 ENTITÉS ASSOCIÉES

5 272

	Valeur nette
31/12/2011	5 085
Ecart de conversion	14
Changement de périmètre	160 ^(b)
Quote-part de résultat de la période	131
Distribution de dividendes	(106)
Autres variations	(12) ^(a)
30/06/2012	5 272 ^(a)

(a) Dont Alstom = 4 468 (goodwill : 2 601) et Cofiroute [Colas] = 484

(b) Dont TF1 = 161 / l'option d'achat portant sur la participation de 33.5% de TF1 dans la société Groupe AB détenue par Claude Berda (comptabilisé en « Autres actifs financiers non courants » au 31/12/2011) est arrivé à expiration sans avoir été exercée. La disparition de cette option a rétabli l'influence notable qu'exerçait TF1 dans le Groupe AB, entraînant la consolidation par mise en équivalence pour 161 M€.

NOTE 4 ACTIF COURANT

STOCKS

2 977

	30/06/2012			31/12/2011
	Brut	Dépréciations	Net	Net
Stocks de promotion immobilière	1 364	(115)	1 249	1 176
Stocks de matières premières et produits finis	1 160	(37)	1 123	915
Programmes et droits de diffusion (TF1)	756	(151)	605	636
Total	3 280	(303)	2 977	2 727

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

CAPITAL DE BOUYGUES SA (en euros)

314 869 079 €

Au 30 juin 2012, le capital social de Bouygues SA est constitué de 314 869 079 actions de un euro (pas d'évolution depuis le 31/12/2011).

NOTE 6 - PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 PROVISIONS NON COURANTES

1 972

	Avantages au personnel long terme (a)	Litiges, contentieux, réclamations travaux (b)	Garanties données (c)	Autres provisions non courantes (d)	TOTAL
31/12/2011	480	360	382	643	1 865
Ecart de conversion	1		2	3	6
Changement de périmètre		(1)	(1)	4	2
Dotations de la période	34	26	32	38	130
Reprises sur provisions (utilisées ou non) (e)	(7)	(40)	(28)	(50)	(125)
Gains et pertes actuariels affectés directement en capitaux propres	69 ^(f)				69
Virements de rubriques et autres		1	(5)	29	25
30/06/2012	577	346	382	667	1 972

(a) Avantages au personnel à long terme	577
• Indemnités de fin de carrière (IFC) et médailles du travail	517
• Autres avantages au personnel long terme (fonds de pension sur filiales anglosaxonnes [filiales Colas] pour l'essentiel)	60
(b) Litiges et contentieux, réclamations travaux	346
• Provisions sur litiges clients	171
• Réclamations sous traitants	29
• Autres litiges personnel et divers	146
(c) Garanties données	382
• Provisions pour garanties données	285
• Provisions pour garanties complémentaires bâtiment/génie civil/travaux publics	97
(d) Autres provisions non courantes	667
• Provisions pour risques liés aux divers contrôles administratifs et sur filiales et participations	239
• Provisions pour frais de remise en état des sites	233
• Autres provisions non courantes	195
(e) Dont reprises de provisions non utilisées : (55)	

(f) Impact lié à la variation du taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière projeté à la date de départ en retraite (IFC et fonds de pension) [essentiellement taux ibox A10 de 4,06% utilisé dans les comptes 30/06/2012 contre 5,46% utilisé dans les comptes 31/12/2011]

6.2 PROVISIONS COURANTES

777

Provisions liées au cycle d'exploitation

	Garanties données aux clients	Risques chantiers travaux & fin de chantiers	Pertes à terminaison (a)	Autres provisions courantes (b)	TOTAL
31/12/2011	56	289	205	281	831
Ecart de conversion		3	1	1	5
Changement de périmètre	(1)			(1)	(2)
Dotations de la période	9	58	48	50	165
Reprises sur provisions (utilisées ou non) (c)	(12)	(83)	(57)	(76)	(228)
Virements de rubriques et autres	4	(1)	1	2	6
30/06/2012	56	266	198	257	777

(a) Les provisions pour pertes à terminaison concernent l'activité construction : Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas (l'indication de provision individualisée par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

(b) Principales natures en autres provisions courantes : charges de réassurances / frais de remise en état des sites (partie courante) / garanties locatives (Bouygues Immobilier) / cofinancement de films (TF1) / litiges clients et garanties de passif (TF1) / provision fidélisation des clients "entreprises" (Bouygues Telecom)

(c) Dont reprises de provisions non utilisées : (73)

NOTE 7 - DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

7.1 RÉPARTITION DES EMPRUNTS

	Dettes financières courantes		Dettes financières non courantes	
	Total 30/06/12	Total 31/12/11	Total 30/06/12	Total 31/12/11
Emprunts obligataires	909 (a)	121	6 179 (a)	6 094
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	69	58	601	589
Emprunts issus des locations financement	21	20	30	35
Emprunts et dettes financières diverses	16	17	78	89
Total emprunts	1 015	216	6 888	6 807

(a) Bouygues SA = émission d'un emprunt obligataire en février 2012 pour un montant de 800 M€ (échéance février 2022 : dettes financières non courantes) et classement de l'emprunt obligataire d'échéance mai 2013 en dettes financières courantes pour un montant de 709 M€

7.2 COVENANTS ET TRIGGER EVENTS

Les emprunts obligataires à échéance 2013, 2015, 2016, 2018, 2019, 2022 et 2026 comportent une clause de « change of control » (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues ne comportent ni covenant financier ni trigger event. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

NOTE 8 – PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

	31/12/2011	Flux 2012	30/06/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 415	(1 247)	2 168
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(239)	(225)	(464)
Trésorerie nette	3 176	(1 472)^(a)	1 704
Dettes financières long terme	(6 807)	(81)	(6 888)
Dettes financières courantes	(216)	(799)	(1 015)
Instruments financiers net	(15)	(1)	(16)
Endettement brut	(7 038)	(881)	(7 919)
Endettement net (passif)	(3 862)	(2 353)	(6 215)

(a) Flux nets de trésorerie analysés au tableau des flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2012

NOTE 9 - ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

9.1 ANALYSE GLOBALE PAR NATURE

ACTIVITE	1er semestre	
	2012	2011
Ventes	1 573	1 392
Prestations de service	5 847	5 966
Contrats de construction	8 085	7 856
Chiffre d'affaires	15 505	15 214
Autres produits de l'activité	50	58
Total	15 555	15 272

9.2 CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

ACTIVITE	1er semestre 2012				1er semestre 2011			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	2 637	2 293	4 930	32%	2 600	2 040	4 640	31%
Immobilier	1 022	44	1 066	7%	1 048	50	1 098	7%
Routes	3 328	2 226	5 554	36%	3 401	1 943	5 344	35%
Médias	1 072	209	1 281	8%	1 088	180	1 268	8%
Télécoms	2 668		2 668	17%	2 859		2 859	19%
Bouygues SA et Autres	3	3	6	0%	3	2	5	0%
CA consolidé	10 730	4 775	15 505	100%	10 999	4 215	15 214	100%

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	TOTAL S1 2012	TOTAL S1 2011
Chiffre d'affaires total	5 028	1 066	5 594	1 301	2 676	68	15 733	15 411
Chiffre d'affaires inter-activité	(98)		(40)	(20)	(8)	(62)	(228)	(197)
Chiffre d'affaires nets avec clients externes	4 930	1 066	5 554	1 281	2 668	6	15 505	15 214

NOTE 10 - CHARGE D'IMPÔT

	1er semestre 2012	1er semestre 2011
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(92)	(178)
Impositions différées nettes	(38)	(45)
Charge d'impôt	(130)	(223)

NOTE 11 - INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après présente sous la forme d'une analyse de contribution par activité les éléments ci-dessous :

ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 30 JUIN

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres	TOTAL	TOTAL
							1er semestre 2012	1er semestre 2011
COMPTE DE RÉSULTAT								
Résultat opérationnel	163	83	(34)	134	148	(18)	476	752
Résultat net part du Groupe	107	51	(18)	41	83	14 ^(a)	278	391
(a) dont résultat Alstom : 114 ; voir note 2.3								
BILAN							30/06/12	31/12/11
Immobilisations incorporelles et corporelles	718	25	2 591	352	4 583	165	8 434	7 751
Endettement net	2 531	305	(1 074)	(91)	(1 462)	(6 424)	(6 215)	(3 862)
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS							1er semestre 2012	1er semestre 2011
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	80	6	125	13	1 053	19	1 296	651
Ebitda	268	69	131	174	559	(21)	1 180	1 408
Capacité d'autofinancement	266	81	189	164	507	67	1 274	1 502
Cash Flow Libre	123	48	53	107	(597)	(28)	(294)	494

NOTE 12 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	1er semestre	1er semestre	1er semestre	1er semestre	30/06/12	31/12/11	30/06/12	31/12/11
	2012	2011	2012	2011				
Parties liées en amont	2	3		1			1	
Coentreprises	21	14	92	66	301	283	77	90
Entités associées	10	4	68	64	142 ^(a)	67	21	21
Autres parties liées	10	4	121	22	102	89	79	62
Total	43	25	281	153	545	439	178	173
. Échéances								
moins d'un an					445	350	178	136
de 1 à 5 ans					11	19		37
plus de 5 ans					89	70		
. Dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					87	84		

(a) dont 72 M€ de dividende à recevoir d'Alstom au 30/06/2012

Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- Coentreprises : principalement sociétés de carrières / SEP de travaux / sociétés de promotion immobilière ;
- Entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires ;
- Autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le groupe.

NOTE 13 - PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = X euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture en Euro (a)		Cours moyen de la période (b)	
		30/06/2012	31/12/2011	1er semestre 2012	Exercice 2011
EUROPE					
Danemark	Couronne danoise	0,134535	0,134513	0,134488	0,134235
Grande Bretagne	Livre sterling	1,239234	1,197175	1,216372	1,147776
Hongrie	Forint hongrois	0,003499	0,003179	0,003425	0,003563
Pologne	Zloty polonais	0,235089	0,224316	0,237025	0,241664
République Tchèque	Couronne tchèque	0,038936	0,038779	0,039734	0,040651
Roumanie	Nouveau leu roumain	0,223914	0,231305	0,227094	0,235852
Suisse	Franc suisse	0,832639	0,822639	0,831232	0,811804
AMERIQUE DU NORD					
Etats-Unis	Dollar US	0,789266	0,772857	0,766656	0,714277
Canada	Dollar canadien	0,774773	0,756716	0,765501	0,724366
AUTRES					
Maroc	Dirham marocain	0,090366	0,090013	0,089954	0,088806
Thaïlande	Baht thaïlandais	0,024890	0,024396	0,024701	0,023380
Hong Kong	Dollar hong kong	0,101716	0,099493	0,098798	0,091777
Communauté financière africaine	Franc CFA	0,001524	0,001524	0,001524	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0,095860	0,095393	0,097200	0,098585

(a) Conversion du bilan

(b) Conversion du compte de résultat

**DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à paris,
Le 28 août 2012

le Président-directeur général

Martin BOUYGUES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Bouygues, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 28 août 2012

Les Commissaires aux Comptes

**Mazars
Guillaume Potel**

**Ernst & Young Audit
Jean Bouquot**